

RAPPORT
ANNUEL
2016

PROTECTION & RÉSILIENCE

MAIN DANS LA MAIN



19.834
DONATEURS
NOUS ONT ACCORDÉ
LEUR PRÉCIEUX SOUTIEN

150
VOLONTAIRES
ONT DONNÉ DE LEUR TEMPS
POUR L'ACCOMPAGNEMENT
DES DEMANDEURS D'ASILE
ET DES RÉFUGIÉS

1.300.000
VICTIMES
DE LA CRISES SYRIENNE
ONT PU COMPTER SUR L'AIDE
DU RÉSEAU CARITAS

Sommaire

Mot du président	4	Aperçu des programmes	37
Remerciements	6	1 • Urgence et développement	37
Vision, mission	7	2 • Asile et migration	44
Membres du conseil d'administration	50	Personnel et organisation	45
		Rapport financier	47

Protection & résilience, main dans la main

01



Protection

1 • Syrie: aider les victimes de la violence à survivre	9
2 • Haïti: aide humanitaire après l'ouragan Matthew	10
3 • Niger: un foyer provisoire pour les réfugiés	12
4 • Belgique: l'accueil de demandeurs d'asile	14
5 • Belgique: tutelle des Mineurs Etrangers Non Accompagnés	18
6 • Belgique: l'accueil de première ligne	19

02



Résilience

1 • Burundi: ensemble, un réseau solidaire	21
2 • Éthiopie: sécurité alimentaire et mécanismes de réparation	23
3 • Liban: traitement des traumatismes et enseignement	25
4 • RD Congo: système d'alerte précoce	27
5 • Belgique: réinstallation	28
6 • Transition vers l'autonomie pour personnes vulnérables	29
7 • Transition vers l'autonomie: projet spécifique pour mineurs vulnérables	30
8 • Intégration: focus sur le logement	31
9 • Retour volontaire	32

03

Éducation

33

04

Plaidoyer

35



Mot du président



Cher lecteur,

Chaque année nous réserve des surprises. Catastrophes humanitaires causées par l'ouragan Matthew en Haïti, par exemple. Bien plus douloureux car évitables, les désastres dus aux conflits, comme en Syrie, entre autres. Pour faire face à ces drames, le département « Urgence & Développement » a réagi une fois de plus en soutenant la réponse des partenaires de notre réseau mondial et en les accompagnant.

En 2016, ce département a brillamment réussi l'examen d'agrégation organisé par la Direction générale « Coopération au développement et Aide humanitaire » et obtenu le financement du nouveau plan quinquennal développé en collaboration avec la Commission Justice et Paix. Ce partenariat marque la volonté réciproque d'une approche globale¹ de l'être humain par une aide multifacettes qui lui permet, à terme, de vivre avec dignité.

En matières d'Asile et de Migration, la surprise est venue de la décision du Gouvernement de réduire drastiquement les places en logements individuels pour les demandeurs d'asile. Pourtant, grâce à ce type de logements, plantés en pleine terre belge, ces familles, accompagnées par nos collaborateurs, ont l'opportunité de se familiariser à la vie dans une communauté locale en Belgique. Avec l'aide active de nos équipes en charge de l'accueil et de l'appui à ces migrants, cet effort a permis de déboucher le plus souvent sur une intégration rapide et harmonieuse. Hélas, les organisations non-gouvernementales qui – comme nous – organisent l'accueil de demandeurs d'asile en logements individuels voient leur nombre de places fortement réduit, voire annulé complètement. Pour le personnel particulièrement dévoué du département « Asile et Migration », le coup est rude. De plus de 1.000 personnes à accompagner selon ce modèle à taille humaine, il en reste moins d'une centaine avec pour conséquences l'évanescence de riches expériences accumulées au cours de tant d'années d'engagement en faveur de ces déshérités venus d'ailleurs et la perte de bon nombre d'emplois.

Notre acharnement à faire bien vivre, à bien être, cher

lecteur et ami, c'est vous qui en êtes la source. Sans votre générosité, sans votre sens du partage, rien de tout cela ne serait possible. Caritas implorerait. Au nom de tous nos partenaires, de toutes les personnes en détresse qui trouvent en Caritas un réconfort, de toutes nos équipes et de nos volontaires, je communique à votre joie d'avoir perçu que partager rend le cœur plus riche et plus heureux dès le matin, rend le visage plus apaisé et plus souriant. Partager est source de confiance offerte à l'autre.

Cet éditorial aurait dû se terminer ici. Toutefois, le temps passe, ce qui était loin à l'horizon est à présent à portée de main. Il est temps de passer le relais. Je prends congé de vous après neuf années de compagnonnage à la rencontre des plus vulnérables. Permettez-moi dès lors d'exprimer quelques réflexions personnelles et surtout des remerciements.

C'est en avril 2008 que Pierre Géhot me proposait de prendre la présidence du conseil d'administration de Caritas Internationalis. Avec le directeur Johan Ketelers, Pierre a modernisé en profondeur notre association, la recentrant sur l'Évangile. Depuis, le nouveau président et les directeurs successifs, Gonzalo Dopchie et François Cornet, appuyés par l'ensemble du personnel et des volontaires, ont concrétisé cette vision en rassemblant dans cette même rue de la Charité, les Caritas communautaires, fédérale et même européenne. Cette nouvelle implantation géographique a favorisé la convergence et la cohérence des activités de ces différentes composantes du bras caritatif de l'Église catholique belge. Cette collaboration croissante autour d'une même table débouche aujourd'hui non seulement sur des gestions communes dans le domaine logistique mais fait aussi avancer les échanges d'expériences et des partages de responsabilités pour aider les plus vulnérables, qui et où qu'ils soient.

Cette évolution est le fruit d'une vision commune initiée par mon ami Dominic Verhoeven, vice-président de notre association et directeur de Caritas Vlaanderen. Il en fut et en est aujourd'hui encore la cheville ouvrière.

Cher Lecteur,

Ecrire une dernière fois quelques lignes en tant que président de cette formidable association est un moment privilégié, un temps de réflexion sur notre condition humaine, ce bien commun que nous partageons avec ceux que nous voulons aider à retrouver une dignité de vie. C'est aussi une occasion de rechercher le message qui décrit le mieux l'engagement de l'équipe dont je ferai toujours partie. J'aime vraiment cette aventure partagée avec tous ceux dont les noms apparaissent dans les pages qui suivent, parmi lesquels les membres du comité de gestion, outre les directeurs déjà cités, Marie-Paule, Bernard, Philippe, Patrick et Michel.

Dire « adieu », c'est poser en filigrane la question de l'Espérance. Nous reverrons-nous et sous quelle forme ? Père de cinq enfants et grand-père de 20 petits-enfants, je suis de plus en plus taraudé par ce sujet, tant le monde de la communication qui est le leur inonde d'informations, de prises de positions souvent contradictoires dans tous les domaines, de jeux si violents parfois, réduisant le temps de la réflexion personnelle sur notre place et notre action dans un univers infini. Je souhaite à chacun d'eux de décider régulièrement de s'asseoir devant une feuille blanche, d'arrêter le chrono d'une vie trépidante, de faire silence autour d'eux et de chercher à savoir qui ils deviennent et pour quoi faire.

Permettez-moi aussi de rappeler que Caritas est « d'Église » et fier de l'être sous la houlette de nos remarquables évêques référendaires, Messieurs Aloïs Jousten, Luk Van Looy et récemment Jean-Pierre Delville. Nous nous sentons en communion avec eux qui prônent une Église qui, comme le disait notre Pape François, accompagne l'être humain, sans rien lui imposer ni lui interdire. Comment pourrait-il en être autrement puisque Dieu veut l'homme libre et responsable. Comment un être humain qui n'est pas libre pourrait-il aimer ?

Je les remercie ainsi que le président de la Conférence épiscopale, Monseigneur Léonard hier et son Eminence le Cardinal Jozef De Kesel aujourd'hui, pour la confiance qu'ils m'ont témoignée au cours de ces nombreuses années et aujourd'hui encore en acceptant ma désignation comme président de Caritas in Belgium.

Enfin, trouver un successeur n'est jamais une mince affaire. Cette fois pourtant, ce fut d'une grande

simplicité. Frank De Coninck et moi partageons cette vision d'une maison commune. Par une carrière hors du commun, il a acquis une expérience exceptionnelle de la société belge mais aussi du monde et en particulier de ces pays situés en Afrique centrale qui sont nos partenaires depuis tant d'années pour améliorer le sort de leur population. Son chemin l'a mené à Rome et lui a ouvert les portes de la Curie. Quelle chance pour Caritas que sa présence parmi nous pour guider avec assurance et présider avec diplomatie les multiples rencontres, commissions et réunions de Caritas international. C'est donc en parfaite harmonie que je lui passe le relais.

Michel Verhulst, ir,
Amiral e.r.,
Président

¹ Une évolution identique est en cours au Vatican au sein du dicastère pour le développement humain intégral mis en place le premier janvier de cette année par le pape François avec le Cardinal Turkson comme préfet responsable.



Remerciements

Sans le soutien précieux de nombreuses personnes, associations et organisations, tous nos projets ne pourraient être menés à bien. C'est pourquoi, nous souhaitons tout particulièrement remercier :

- Tous nos généreux donateurs
- Tous nos bénévoles enthousiastes et nos propriétaires solidaires
- Les évêchés, paroisses et congrégations religieuses
- Les entreprises, fondations et ASBL
- Les organisations coupoles : CNCND / 11.11.11 / Acodev / Ngo-federatie / CIRE / Vluchtelingenwerk Vlaanderen / Concord / Voice
- Les médias, et en particulier : Cathobel (Dimanche et RCF) / la Libre Belgique - Move with Africa / Kerknet / Kerk en Leven / Tertio / le portail 'Thomas' de la KULeuven
- Caritas Internationalis, Caritas Europa, Caritas in Belgium, Commission Justice & Paix, Netwerk Rechtvaardigheid en Vrede, Brabantia, le réseau ERSO, le Consortium 12-12 et tous nos partenaires en Belgique et à l'étranger
- Les écoles, les professeurs et les mouvements de jeunesse qui ont participé avec enthousiasme à nos actions
- Nos collaborateurs en Belgique et à l'étranger qui, jour après jour, concrétisent notre engagement
- Nos partenaires institutionnels :
 - Les Nations Unies**
UN Pooled Funds / Unicef
 - L'Union Européenne**
ECHO / DG Devco / Fonds européen pour les Réfugiés / Fonds européen pour le Retour / Fonds Asile, Migration et Intégration
 - Le gouvernement fédéral**
Direction de la Coopération au Développement (DGD) / Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA) / Agence belge de développement (CTB) / Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil) w/ Secrétariat d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté / SPF Emploi, Travail et Concertation sociale - Maribel social / La Loterie Nationale
 - La Fédération Wallonie-Bruxelles et la Région Wallonne**
Wallonie Bruxelles International (WBI) / Département Travaux publics, Santé, Action sociale et Patrimoine
 - La Région de Bruxelles-Capitale**
Office Régional Bruxellois de l'Emploi (Actiris)

De Vlaamse Gemeenschap
Departement Internationale Samenwerking / Departement Leefmilieu, Natuur en Energie / Departement Onderwijs

Les provinces et communes



François Cornet, directeur

« Merci de tout cœur à celles et ceux qui nous ont accordé leur confiance. »
François Cornet, directeur

Caritas International

Qui sommes-nous ?

Caritas International est une organisation non gouvernementale belge. Au sein de Caritas Belgica, elle est le chaînon belge d'un réseau mondial de 165 organisations catholiques travaillant ensemble dans 200 pays et régions.

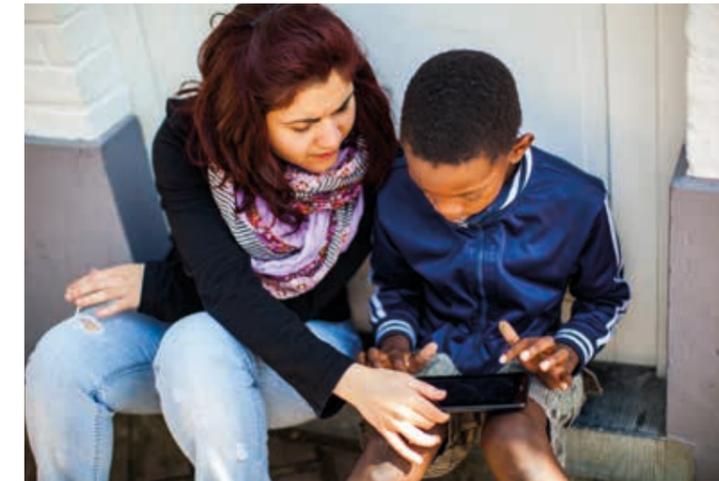
Notre vision

Caritas International œuvre pour un monde de paix, de solidarité et de justice, dans lequel la dignité de chaque personne constitue une valeur fondamentale et dont les richesses sont mieux partagées entre tous.

Caritas International puise son inspiration dans une vision chrétienne de l'Homme et de la société, basée sur l'Evangile.

Chaque personne a droit à une vie digne et doit pouvoir jouir de ses droits fondamentaux. L'accès à une nourriture saine, à l'eau potable, aux soins médicaux, à l'enseignement, à l'emploi et à un logement décent doit être garanti.

Notre travail est fondé sur les valeurs de solidarité et de subsidiarité. Aucun pays ou aucune organisation n'est à même de résoudre tous les problèmes. Seule l'union des forces peut conduire à des solutions durables.



© Isabel Corthier

Notre mission

Caritas International soutient les victimes de violences, de catastrophes naturelles et de la pauvreté, dans leur propre pays ou en fuite, en collaboration avec ses réseaux nationaux et internationaux.

Nous accomplissons notre mission sans discrimination. Caritas International aide les personnes les plus vulnérables et les accompagne dans leur recherche de solutions durables.

Caritas International et ses partenaires fournissent une aide d'urgence efficace en cas de crise. Nous mettons également en œuvre des projets de réhabilitation et de développement afin de donner aux personnes la possibilité de prendre en charge leur vie et leur avenir.

Caritas International accueille les demandeurs d'asile et défend le droit des migrants à une aide matérielle, sociale et juridique, les accompagnant en Belgique ou dans leur pays d'origine.

Nous dénonçons les situations d'injustice et les dysfonctionnements dont nos collaborateurs sont les témoins, et plaidons auprès des décideurs pour des solutions structurelles. Notre expertise nourrit un travail d'information et d'éducation à destination du grand public, et plus particulièrement du monde scolaire.



© Isabel Corthier

01

Protection & Résilience, main dans la main

Protection

**1 Syrie : aider les victimes de la violence à survivre**

Plus de 6,5 millions de Syriens sont en fuite dans leur propre pays. Caritas leur offre un toit et les aide à survivre.

Caritas est une des trop rares organisations humanitaires encore actives en Syrie en 2016. Depuis le début du conflit, Caritas aide des familles vulnérables dans les régions de Horan, Damas, Alep, Homs, Hassake et du littoral. Le tribut humain payé à la guerre est énorme. Les maisons sont bombardées, les écoles et les hôpitaux ne sont pas épargnés. L'espérance de vie a baissé de 13 ans depuis le début du conflit et 4 Syriens sur 5 vivent en situation de pauvreté. Mais Caritas Syrie peut compter sur un réseau local solide pour atteindre les victimes et bien faire son travail.

Le littoral offre une certaine sécurité

Alep n'est plus que l'ombre de la ville animée qu'elle était jadis. Autrefois centre financier et industriel de la Syrie, elle était aussi connue pour son magnifique patrimoine. En 2016, au terme de longs mois de siège, la ville fut ravagée par les bombes et les combats. Le littoral syrien, relativement sûr, est devenu un refuge pour les familles en mesure de fuir le conflit. Depuis 2011, la population de cette région a augmenté de moitié pour atteindre aujourd'hui 1 million d'habitants.

Dans la région du littoral, Caritas International soutient la Caritas Syrie avec d'autres membres du réseau international de Caritas. Nous y distribuons des coupons pour l'alimentation, des vêtements et des articles d'hygiène. Nous y offrons aussi une assistance médicale et améliorons les conditions de vie.

En décembre, le gouvernement repousse les rebelles hors des quartiers Est d'Alep : signal de retour pour bon nombre de réfugiés. Caritas offre là aussi son aide immédiate.

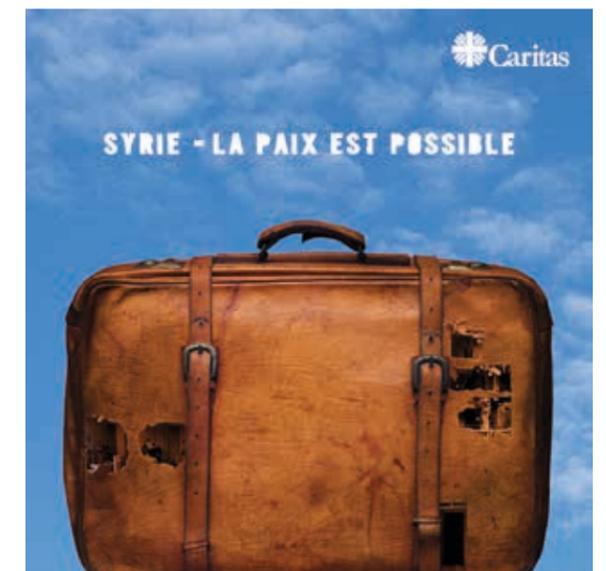
Syrie : la paix est possible

Caritas International Belgique participe à la campagne de solidarité avec la Syrie : la paix est possible, lancée par Caritas Internationalis. Caritas en appelle à tous ses sympathisants dans le monde afin d'exercer une pression sur leurs gouvernements. Nous demandons avec insistance :

- De réunir toutes les parties autour de la table et de rechercher une solution pacifique,
- D'aider les millions de personnes qui souffrent de la guerre,
- De redonner espoir et dignité aux Syriens dans leur pays et en dehors.

«Alors que des gens meurent, des sommes faramineuses sont consacrées à l'armement. Nous devons trouver une solution et cette solution ne peut être la violence, car de la violence ne peuvent naître que de nouvelles blessures.»

Le Pape François soutient la campagne «Syrie : la paix est possible» de Caritas Internationalis, 5 juillet 2016.



2 Haïti: aide humanitaire après l'ouragan Matthew

Tout d'abord, fournir abri et nourriture. Ensuite, réparer les maisons dans les plus brefs délais pour éviter le déracinement des familles vers les camps. En veillant à assurer l'accès à l'eau potable pour prévenir les maladies liées à l'eau.

Ravage et détresse

Dans la nuit du 3 au 4 octobre, l'ouragan Matthew déferle sur l'ouest du pays avec des vents jusqu'à 240 km/heure. Conséquences: inondations, glissements de terrain, arbres déracinés, animaux morts, infrastructures, maisons et écoles endommagées ou détruites... et une souffrance humaine immense.

- 1,4 million de personnes ont besoin d'aide humanitaire
- 175.000 personnes vivent dans des abris temporaires
- +/- 1.000 morts
- 34 centres de traitement du choléra sont détruits
- 80% du réseau d'électricité est endommagé dans le département Sud
- 90% des maisons sont endommagées ou détruites dans les départements Sud, Grande-Anse et Nippes

Le réseau Caritas mise sur la nourriture, l'eau potable et le logement

Caritas Haïti entre immédiatement en action: des collaborateurs distribuent des colis de nourriture et des kits d'hygiène (entre autres avec des tablettes de purification d'eau) dans les villages et les abris

de fortune. Caritas a constitué des stocks suffisants pour faire face à la crise pendant les premiers jours. Dès que la météo le permet, les besoins sont évalués.

Le réseau Caritas élabore un plan d'urgence et vient en aide à 3.380 familles vulnérables (16.940 personnes) les deux premiers mois. L'accent est mis sur la nourriture, l'eau potable, les articles d'hygiène et le logement. Nous travaillons principalement dans les régions reculées où les autorités n'ont pas encore proposé d'aide. Nous sommes actifs dans les diocèses de Jérémie, Cayes, Port-au-Prince, Port-de-Paix, Nippes et Jacmel.

Les colis sont composés à Port-au-Prince avec l'aide de volontaires et ensuite acheminés vers les différents villages. Dès que la nourriture et les matériaux sont à nouveau disponibles sur les marchés locaux, Caritas achète les marchandises sur place. Nous soutenons ainsi l'économie locale et nous évitons des transports coûteux sur des routes parfois très dangereuses.

Grâce à la solidarité de ses sympathisants, Caritas International peut contribuer financièrement à l'achat de marchandises et épauler son partenaire local, la Caritas Haïti, dans la mise en œuvre de ce programme.



© Martine Haentjens

La reconstruction a déjà commencé

Haïti est l'un des pays les plus pauvres au monde. Depuis le tremblement de terre de 2010, Caritas International ne travaille pas uniquement à la reconstruction des maisons. En collaboration avec la population dans le sud de l'île, nous soutenons également l'agriculture familiale. Nous engageons le combat contre la déforestation. Nous créons de l'emploi et aidons les communautés à s'organiser en coopératives pour travailler ensemble en vue d'obtenir de meilleurs résultats.

Aujourd'hui, ce sont précisément ces populations qui sont les plus durement touchées par l'ouragan Matthew. Tous les efforts consentis pour améliorer les conditions de vie dans les diocèses de Jacmel, Cayes et Jérémie sont presque réduits à néant. Caritas International, avec ses organisations partenaires locales, met tout en œuvre pour que ces populations puissent remettre le plus rapidement possible leur vie sur les rails.

Nous permettons une relance de l'agriculture et/ou de la pêche. Nous travaillons à la prévention contre les maladies contagieuses comme le choléra. Nous aidons à la réparation des maisons et à la protection de l'environnement.

Ce programme a débuté en octobre 2016 et se poursuit jusqu'à la fin février 2017. Il touche 20.000 personnes.

« Nous devons réparer les maisons le plus rapidement possible et ainsi éviter que les populations soient accueillies dans des camps et déracinées. Nous devons également veiller à ce que les paysans puissent retourner au champ dès que possible, de sorte qu'ils puissent gagner leur vie et produire de la nourriture. D'autant que la saison des cultures d'hiver approche. »

Martine Haentjens, responsable du programme Haïti
9 octobre 2016.



© Marie Arago/CRS

Madame Justa Lamisère, victime de l'ouragan Matthew

« Notre maison est gravement endommagée. Avec mon mari et mes 4 enfants, nous avons dormi quelques jours chez les voisins. Le manioc n'avait pas encore été récolté lorsque la catastrophe a frappé. Maintenant, il est enseveli sous des débris, des arbres et des buissons arrachés. La plupart des plantes sont en train de pourrir à cause des fortes pluies. La récolte est entièrement perdue. Heureusement, les patates douces avaient déjà été récoltées. »

3 Niger: un foyer provisoire pour les réfugiés

Permettre aux populations de reprendre pied, promouvoir la solidarité et la compréhension mutuelle, créer un sentiment de sécurité.

Boko Haram sème la terreur depuis des années au Nigeria, le pays voisin. Le groupe islamiste radical veut y instaurer un état islamiste. Pillages, viols et attentats suicides ont poussé des centaines de milliers de personnes à fuir, entre autres vers le Niger. Mais Boko Haram y est également actif depuis 2015. Les Nigériens et les Nigériennes quittent le bassin de la rivière Komadougou, la frontière naturelle entre le Niger et le Nigeria. Ils partent vivre dans certains quartiers de la ville de Diffa ou le long des deux cents kilomètres de la longue route principale.

Caritas aide à l'extérieur des camps

Le Haut-Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies gère les grands camps. Notre partenaire Caritas local aide les réfugiés qui se regroupent spontanément dans et autour de Diffa. Ils dorment à la belle étoile ou dans des cases en bois ou en tiges de mil. Ils commencent petit. Lorsqu'ils ont réuni suffisamment de matériaux, ils vont 'agrandir'. Caritas se charge de leur apporter du savon, des ustensiles de cuisine, des moustiquaires et des tablettes de purification d'eau. Le programme est entre autres cofinancé par Caritas International.

Manger reste un problème

La plupart des personnes sont surtout soulagées d'être en sécurité. Certaines ont emmené leur bétail ou ont un peu d'argent pour acheter à manger. Mais la nourriture reste un gros problème, tant pour les réfugiés que pour la population locale. La région frontalière autour de Diffa vit de l'agriculture : les paysans cultivent des poivrons, les ouvriers les sèchent, les commerçants les vendent. Aujourd'hui, ils ont perdu ces revenus, car le travail au champ est devenu trop dangereux.

1.000 familles de réfugiés reçoivent chaque mois 42 euros pendant sept mois. Le même montant est versé à 1.000 familles nigériennes pendant 4 mois. Elles peuvent ainsi acheter de la nourriture, mais aussi de la volaille ou créer un petit commerce pour générer des revenus. 500 jeunes à Diffa ont la possibilité de gagner un peu d'argent en nettoyant les rues ou en accomplissant d'autres tâches communautaires. Ils bénéficient aussi d'une formation autour des thèmes tels que le dialogue interreligieux, les activités de loisirs pour les jeunes enfants, le travail de bénévole et la gestion des conflits.

« Nous avons entendu les histoires les plus horribles. Mais ce qui m'a surtout frappé, c'est la dignité de la plupart de ces réfugiés: malgré leur misère, ils ne restent pas les bras croisés. Ils font tout pour construire 'quelque chose' avec le peu qu'ils ont. »

Luc Van Hoef, collaborateur logisticien.



© Luc Van Hoef

Entre-temps, nous poursuivons nos efforts dans la région de Dakoro avec un projet décentralisé et participatif de sécurité alimentaire (2014-2016)

Le programme a permis de réduire la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire de la population de Birnin Lallé et Adjékoria (Dakoro) grâce au renforcement des capacités des individus, des organisations agricoles et des structures communautaires. Sont impliqués dans ce projet quelque 45.000 personnes vulnérables, près de 57% des habitants de la zone. Le programme 2014 - 2016 a été réalisé avec le soutien du Fonds belge pour la sécurité alimentaire pour davantage d'échanges avec le voisinage.

Quelques résultats du programme:

La réhabilitation des terres agricoles est une des meilleures stratégies visant à augmenter la production agricole des familles: rendement 506 kg de mil/ha.

La sensibilisation et les démonstrations culinaires par les responsables communautaires portent

leurs fruits. Les activités de prévention ont permis de réduire de 50,4% le nombre de personnes présentant des carences nutritionnelles.

La subvention de sacs d'arachides pour 7 groupements de femmes qui en produisent de l'huile, ainsi qu'une formation complémentaire, ont porté leurs fruits. Le revenu moyen des participantes s'élève désormais à 32 euros par semaine, alors que les autres activités génératrices de revenus ne rapportent en moyenne que 22 euros.

Avec ces revenus, les femmes ont par exemple pu acheter une charrette pour atteler leur âne, de la nourriture pour leur famille, elles ont payé les frais scolaires ou les frais médicaux de leurs enfants ou financé quelques réparations à leur maison...

Les banques alimentaires que les habitants gèrent eux-mêmes semblent être un moyen important pour augmenter leur résilience pendant les périodes de pénurie, qui sont de plus en plus fréquentes.



© Luc Van Hoef

4 L'accueil de demandeurs d'asile en Belgique

Le terme « protection. » prend ici tout son sens : une personne qui se sent légitimement en danger, et qui ne peut être protégée dans son propre pays, a le droit de demander l'asile dans un pays tiers. Pendant l'étude de cette demande d'asile, la Belgique organise l'accueil des demandeurs d'asile pour toute la durée de la procédure. Caritas International collabore à cet accueil depuis près de 17 ans.

En juin 2016, le gouvernement belge annonçait la fermeture de 10.000 places d'accueil en Belgique et, un peu plus tard, une diminution drastique des places d'accueil individuelles, dont celles gérées par Caritas International via une convention entre le gouvernement et les coupoles CIRE et Vluchtelingenwerk Vlaanderen. Suite à cette décision, CIRE maintient 166 places d'accueil, contre quelque 800 places début 2016. Vluchtelingenwerk Vlaanderen a décidé d'arrêter d'organiser l'accueil de demandeurs d'asile.

Diminution des demandes d'asile

Début 2016, les suites de la crise de l'accueil de 2015 se font encore ressentir. Caritas International avait alors, au total, la gestion de 947 places d'accueil en logements individuels et de 240 places en centres collectifs (Spa et Scherpenheuvel). Centres collectifs ouverts en urgence en 2015 afin qu'aucun demandeur d'asile n'ait à dormir dans la rue.

Dès janvier 2016 déjà, le nombre de demandes d'asile introduites en Belgique baisse. En cause ? Deux éléments majeurs : la fermeture de la route des Balkans et l'accord entre l'Union européenne et la Turquie, département Sud.

En cause ?

Dès mars 2016, la Slovénie, la Hongrie et la Macédoine obstruent le passage du couloir vers le nord de l'Europe, emprunté par 850.000 migrants en 2015. « La Slovénie ne laisse plus transiter de migrants sans papier par son territoire. Seuls ceux prévoyant de demander l'asile dans la petite République ou ceux qui souhaitent franchir la frontière pour des raisons humanitaires sont autorisés à passer », lit-on dans la presse du 9 mars 2016. La situation humanitaire aux frontières de ces pays – en plein hiver – est catastrophique.

En même temps, à partir du 18 mars 2016, l'accord UE-Turquie entre en vigueur. Cet accord permet de renvoyer les migrants en situation irrégulière de la Grèce vers la Turquie. Le coût de ces opérations de retour des migrants en situation irrégulière est pris en charge par l'UE. Le plan indique aussi que la Turquie se doit de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que de nouvelles routes de migration irrégulière ne s'ouvrent en direction de l'Union. Autre mesure prévue par l'accord : pour chaque Syrien renvoyé vers la Turquie au départ des îles grecques, un autre Syrien est réinstallé de la Turquie vers l'Union européenne. Ainsi, non seulement l'accord UE-Turquie légitime-t-il les « push back. », mais il organise également une sorte d'échange des êtres humains. Caritas International et Caritas Europa s'opposent fermement à cet accord.

Quelles conséquences pour Caritas International ?

Ces mesures « européennes » se font immédiatement ressentir : le nombre de demandes d'asile introduites en Belgique chute alors même que fin 2016, près de 60.000 migrants sont coincés en Grèce dans des conditions déplorables, sur les îles de Lesbos ou de Chos.

Le Secrétaire d'Etat en charge de l'Asile et la Migration annonce dès lors la fermeture d'un grand nombre de places d'accueil. En 2016, nous fermons le centre collectif de Spa (70 places) et devons drastiquement diminuer nos places d'accueil en logements individuels.

« Depuis près de 17 ans, Caritas International organise l'accueil de demandeurs d'asile dans des logements individuels et ce, en collaboration avec un réseau d'autres ONG. Le modèle est non seulement le moins cher (35 euros par personne/jour) mais il permet aussi de garantir la vie privée des personnes tout en mettant l'accent sur l'autonomie de la famille. Il représente donc un avantage pour le demandeur d'asile, la société et les caisses de l'Etat. Nous ne comprenons pas cette décision. »

Florence Lobert, responsable du département Accueil des demandeurs d'asile.

Caritas International continuera néanmoins d'accueillir des demandeurs d'asile : « Seules des personnes très vulnérables seront encore envoyées chez nous. », ajoute Florence Lobert. « Dans le nouveau modèle d'accueil, le logement individuel ne sera plus destiné qu'aux réfugiés reconnus ou aux personnes ayant une probabilité élevée d'être reconnues. Notre inquiétude est que des demandeurs d'asile ne répondant pas à suffisamment de critères de vulnérabilité risquent - si la procédure dure - de rester longtemps dans les centres d'accueil. Ce qui est destructurant pour eux et peut entraîner différentes pathologies psychologiques. »

Quel futur alors pour ces places ? « Nous n'avons pas encore résilié tous les baux. », commente Florence Lobert. « Premièrement parce que toutes nos familles n'ont pas encore été relogées et deuxièmement parce qu'une partie de ces habitations servent déjà et serviront encore, entre autres, à organiser la transition vers l'autonomie de réfugiés vulnérables (lire p. 29) ».

Quel futur pour ces maisons ?

Afin d'organiser l'accueil des demandeurs d'asile en logements individuels, Caritas International s'était constitué un parc immobilier important grâce à un réseau de propriétaires solidaires. Fin 2016, nous comptons toujours 906 places d'accueil individuelles (et 174 places d'accueil collectif).



© Isabel Corthier

Accueil collectif à Scherpenheuvel

Le centre d'accueil pour demandeurs d'asile de Scherpenheuvel accueille depuis novembre 2015 jusqu'à 174 personnes. Les résidents y reçoivent un accompagnement psycho-socio-juridique et administratif de qualité qui permet la promotion de leur autonomie, leur insertion et leur intégration.

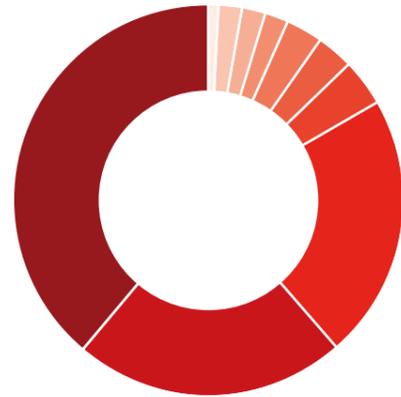
En 2016, 404 personnes ont été accueillies à Scherpenheuvel. 44% d'entre elles sont des enfants.

« Les personnes qui ont quitté le centre passent en moyenne 137 jours chez nous », explique Michel Toremans, responsable du centre. « Malheureusement, certaines procédures sont bien plus longues encore. Nos résidents afghans, par exemple, attendent des nouvelles depuis plus de 17 mois. Certains n'ont même pas encore eu de première interview au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), administration fédérale responsable du traitement sur le fond des demandes d'asile. Un séjour aussi long en centre collectif est clairement néfaste pour le bien-être de ces personnes et pour les relations intrafamiliales. »



©Josue Decavele

Nationalités Top 10



	Syrie	103	39%
	Afghanistan	60	23%
	Irak	57	22%
	Bosnie Herzégovine	10	4%
	Russie	7	3%
	Libye	7	2%
	Ukraine	5	2%
	Kosovo	5	2%
	Albanie	5	2%
	Djibouti	3	1%



©Josue Decavele

Accueil de femmes et mères isolées particulièrement vulnérables

Les Logis de Louvranges de Caritas International accueillent depuis 2010 des femmes seules ou avec enfants. En 2016, nous avons accueilli 18 nouvelles arrivantes et leurs 42 enfants.

« Le plus beau résultat, pour nous, est que 93 % des femmes partent de nos structures en ayant obtenu un statut ou un regroupement familial », ajoute Nathalie Braun, coordinatrice du projet. « Nous avons donc énormément de décisions positives qui permettent à ces femmes de se reconstruire enfin. »

Violences basées sur le genre

« Un premier profil de femmes que nous accueillons sont des femmes victimes de violences basées sur le genre. », explique Nathalie Braun. « Elles ont subi des mutilations génitales ou ont été mariées de force. Parfois, c'est sur le chemin de l'exil qu'elles ont été abusées : ça se passe dans les camps où les installations sanitaires sont mixtes ou par les passeurs. Les femmes seules sont les plus à risque. Le traumatisme qu'elles vivent est important et persistant. Pour accompagner ces femmes au mieux, nous mettons en place tout un réseau autour d'elles, avec des partenaires experts sur la question – comme le GAMS par exemple – mais aussi avec des médecins et psychologues spécialisés. »

Plusieurs enfants

Autres profils : des (jeunes) femmes enceintes, qui viennent d'accoucher ou qui sont accompagnées de plusieurs enfants. « Les problèmes sont multiples. », continue Nathalie. « Les femmes qui ont la responsabilité de nombreux enfants sont souvent très déstructurées. Après tout ce que la famille a vécu, elles sont tellement rassurées d'être enfin en sécurité, qu'elles se relâchent totalement et arrivent à la limite de la décompensation psychologique. Cela demande un accompagnement rapproché, par exemple au niveau de l'éducation à l'hygiène, de la prise des repas équilibrés, ... » Pour les jeunes mamans, elles souffrent parfois de problèmes d'attachement à l'enfant (par exemple, s'il est le fruit d'un viol) ou doivent apprendre à prendre soin de ce dernier. « Nous mettons alors en place un suivi rapproché entre autres grâce à nos puéricultrices qui sont quotidiennement à Louvranges. »

Le dénominateur commun pour toutes ces femmes ? Une réelle souffrance et le besoin d'être accompagnées pour réapprendre l'autonomie.

« Bon nombre de ces femmes doivent (ré)-apprendre à se débrouiller seules. Notre méthodologie de travail va dans ce sens, tout en proposant un lieu de vie qui leur apporte la sécurité nécessaire. »

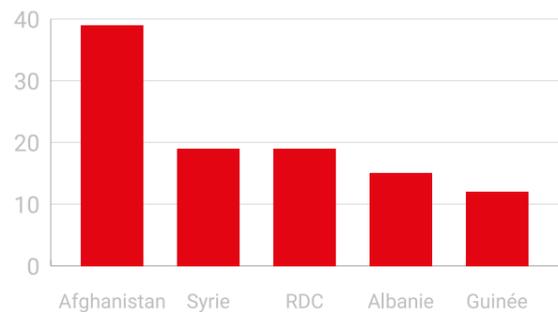
Nathalie Braun, coordinatrice des Logis.



© Isabel Corthier

5 Tutelle des Mineurs Etrangers Non Accompagnés (MENA)

En 2016, notre équipe de 6 tuteurs professionnels a accompagné 212 MENA, avec 112 tutelles commencées en 2016.



En 2016, 32 jeunes accompagnés par nos services ont bénéficié d'un séjour limité, 36 d'un séjour illimité et, malheureusement, 49 ont terminé l'année sans titre de séjour. Parmi ces 49 jeunes, certains ont atteint l'âge de 18 ans et ont fait le choix de rester en Belgique. Ils sont donc en situation irrégulière. Cette catégorie correspond également à des mineurs dont l'avocat et le tuteur évaluent encore la procédure à entamer. Parmi ces jeunes, certaines procédures viennent juste d'être introduites, comme la procédure MENA, et les premières

auditions n'ont pas encore eu lieu tandis que 9 d'entre eux ont reçu un ordre de quitter le territoire.

Seuls 3 jeunes ont pu bénéficier d'un regroupement familial et 1 a pu obtenir un séjour basé sur une régularisation.

En 2016, 4 mineurs suivis par nos tuteurs sont retournés volontairement dans leur pays d'origine, c'est-à-dire l'Albanie, le Maroc et la Macédoine (2 jeunes) et ce, avec le soutien de la Cellule Réintégration de Caritas International.

Partenaire privilégié: CAP Brabantia

L'accueil de première ligne, la tutelle des MENA et les visites en centres fermés sont rendues possibles grâce à l'étroite collaboration entre Caritas International et CAP Brabantia, antenne Caritas International. Située dans le bâtiment même de Caritas, cette proximité permet un échange continu et une collaboration constante.



© Isabel Corthier

6 Première ligne / service social

Caritas International assure un accueil de première ligne à tous les étrangers, indépendamment de leur statut ou de leur nationalité. A partir de cet accueil de première ligne, les migrants sont soit aidés par notre service de première ligne (pour toute demande concernant les droits sociaux, un regroupement familial, un droit de séjour, un retour volontaire ou toute autre question), soit redirigés vers nos projets plus spécifiques, ou encore vers d'autres services ou institutions.

Regroupement familial

En 2016, le service social a soutenu 993 personnes dans leurs demandes concernant un regroupement familial. Les contacts étaient soit individuels, soit par le biais de sessions collectives d'information.

En 2016, le service social a organisé 16 séances d'information sur le regroupement familial: 14 en français et 2 en arabe. Au total, 260 personnes ont été informées par ce biais.

Visites en centres fermés

Deux profils de personnes susceptibles d'être détenues en centre fermé existent: les étrangers résidents sur le territoire belge sans disposer des documents requis et les personnes qui arrivent à la frontière sans documents. Caritas International rend visite, chaque semaine, aux détenus du centre de rapatriement 127bis à Steenokkerzeel.

Caritas International s'oppose à l'enfermement des étrangers pour des raisons de politique migratoire. Mais puisque la pratique est courante en Belgique, il nous est essentiel de visiter les personnes détenues, de leur proposer une écoute attentive, d'expliquer leurs droits, éventuellement de proposer une aide juridique et de faire un monitoring de leurs conditions de détention. Ainsi, nous tentons de garantir l'accès aux droits de base de ces personnes.

En 2016, les collaborateurs de Caritas International ont suivi 120 personnes enfermées au 127bis.

« Pendant nos visites au 127bis, nous avons plusieurs fois rencontré un homme originaire de Tchétchénie. », explique Mélissa De Mets qui visite le centre toutes les semaines. « Il était enfermé depuis un certain temps

déjà et ses enfants de 11 et 12 ans résidaient dans une maison de retour à Zulte, avec leur grand-mère. Pourquoi les autorités ont-elles séparé cette famille? Le père aurait très bien pu résider avec ses enfants. Finalement, la famille a été reconnue et a obtenu le statut de réfugié. Pendant la période d'enfermement, les enfants ont raté leurs examens et n'ont pas pu aller à l'école. Pour eux, être séparés de leur père a été une expérience très traumatisante. Était-ce vraiment nécessaire de les envoyer en maison de retour? De séparer la famille? »

Permanences à Zeebrugge

Différents groupes de migrants souhaitant rejoindre le Royaume-Uni tentent la traversée au départ de Zeebrugge. Ils disposent souvent de peu de moyens, dorment longtemps dans la rue et s'exposent à des problèmes médicaux graves. Ils disposent généralement de peu d'informations sur les procédures d'asile et sur les options qui s'offrent à eux en Belgique et au Royaume-Uni.

En collaboration avec Médecins du Monde et l'Evêché de Bruges, Caritas International a mis en place un centre de soins et d'information, afin de répondre aux besoins juridiques, médicaux et humanitaires à Zeebrugge. Caritas International se charge du volet informatif et juridique de la permanence. En 2016, près de 120 personnes ont ainsi eu un contact avec nos services.

Micro-projets en 2016

- « Up Together »: en collaboration avec Jesuit Refugee Service (JRS), nous assurons un accueil dans un logement temporaire à des personnes en situation irrégulière. Ceci leur permet de faire le point et de réfléchir sereinement à l'avenir.
- Point 32: permanence au lieu d'accueil pour précarisés ouvert par l'Unité Pastorale de Bruxelles. Nous y assurons une écoute attentive et procurons une information quant aux droits sociaux, logement, travail...

02

Protection & Résilience, main dans la main

Résilience



1 Burundi : ensemble, un réseau solidaire

Une solidarité mutuelle et une approche commune des problèmes permettent d'obtenir des résultats durables. Même dans des conditions difficiles.

voisins, la Tanzanie et le Rwanda où les équipes de Caritas se chargent de l'accueil. Ceux qui restent, vivent dans la crainte et l'incertitude. Ils vivent au jour le jour.

Solidarité et collaboration

Depuis 2006, Caritas International se consacre pleinement à l'agriculture familiale et à la lutte contre la pauvreté au Burundi. Et c'est nécessaire ! Le Burundi est un des pays les plus pauvres au monde.

Prenez la région du Moso. Actuellement, quelque 6.000 familles de paysans y travaillent durement. Avec nos partenaires locaux, nous les accompagnons, mais les paysans apprennent surtout beaucoup les uns des autres. Ils apprennent comment ils peuvent produire plus, comment créer un petit potager et nous expliquons l'importance d'une alimentation variée. Nous leur montrons comment la culture en terrasses et les graminées empêchent l'érosion des terres de la colline par la pluie. Nous promovons une combinaison d'agriculture, d'élevage et de sylviculture. La pression sur l'environnement est ainsi réduite et la diversité permet de générer davantage de revenus.

Le but ? Que les paysans produisent assez de nourriture pour leur famille, et aussi, des surplus qu'ils peuvent vendre sur le marché. Pour Caritas, l'accompagnement sur mesure, la solidarité et la collaboration vont main dans la main. Ainsi, des groupes de solidarité veillent entre autres à ce que les premiers petits des chèvres que nous distribuons soient redistribués parmi les paysans qui n'ont pas encore de chèvres. Grâce à un appel lancé à nos donateurs en décembre, nous avons pu distribuer 806 chèvres et 141 bœufs.

Troubles et exactions

La vague de troubles a débuté au Burundi en avril 2015, lorsque le président Pierre Nkurunziza a annoncé qu'il se présentait pour un troisième mandat. En dépit des protestations persistantes dans les rues contre sa candidature – jugée anticonstitutionnelle – Nkurunziza a persévéré.

Le 21 juillet, il a remporté les élections présidentielles controversées. Depuis lors, des centaines de personnes ont été tuées. Plus de 300.000 Burundais sont en fuite par crainte des violences. Principalement vers les pays

Revenus et préparation aux catastrophes

Dans ce contexte difficile, Caritas International continue à promouvoir, aux côtés de ses partenaires locaux et des paysans, une vie digne en solidarité avec les plus pauvres. Cependant, l'instabilité politique perturbe encore et toujours l'économie et étouffe l'esprit d'entreprise. Le travail à long terme n'est pas simple dans certaines régions, comme par exemple dans la province de Rutana – en outre frappée par de graves inondations. Nous offrons la possibilité aux habitants de travailler dans le cadre de projets communautaires (par exemple la réparation des routes et des canaux d'irrigation). En échange de quoi, ils gagnent un peu d'argent pour acheter ce dont ils ont besoin. En même temps, nous élaborons un plan catastrophe et des mesures concrètes pour éviter autant que possible les situations de crise ou, en tout cas, pour pouvoir mieux y faire face : reboisement, prévention incendie, groupes d'épargne...



© Isabel Corthier

Fideste Ucuru, colline de Musumba à Kinyinya, trésorière du groupe d'épargne de Twitezimbere, une association de femmes:

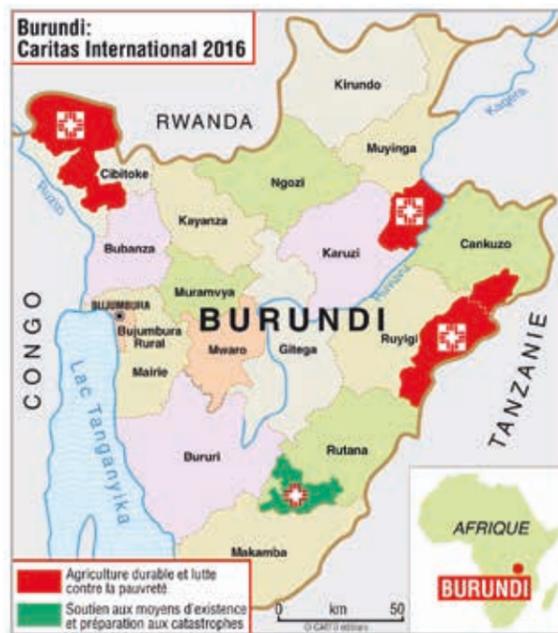
« Ici, les hommes utilisaient des sacs plastiques pour faire germer les graines. Ils protègent des termites, mais polluent les sols. Un employé de Caritas nous a demandé si nous pouvions confectionner ces paniers à partir de feuilles de bananiers. D'abord un peu étonnés par cette suggestion, on a posé des questions autour de nous. Et nous avons trouvé une personne, Berchmans Singanya, qui en avait déjà réalisé dans le passé. Et il nous a appris comment faire. Au début, ça mettait beaucoup de temps, et on n'avait pas le matériel adéquat. Mais aujourd'hui, on en fait une trentaine par jour. Nous sommes très enthousiastes, et nos maris aussi. Au fil du temps, les feuilles de bananes se désintègrent et deviennent de l'engrais pour les plantes... une très bonne chose. Ainsi, nous augmentons nos revenus pour la famille. La moitié des bénéfices revient à notre organisation, pour des épargnes solidaires et des prêts. Très prochainement, nous mettrons d'autres projets sur pied. L'autre moitié des bénéfices est répartie entre les membres de l'organisation. »



© Soprad

« Donner aux populations les moyens et l'envie de s'attaquer aux problèmes, voilà ce que nous faisons. »

Grégory Claus, gestionnaire du programme au Burundi.



2 Éthiopie: sécurité alimentaire et mécanismes de réparation

La disponibilité d'eau potable et de fourrage pour le bétail permet d'avoir un cheptel plus grand et plus résistant. La responsabilisation des femmes et l'emploi font que les ménages sont mieux armés contre l'adversité. Les coopératives d'épargne redonnent espoir et foi en l'avenir aux jeunes. Une approche de la résilience sous des angles différents.

Ce projet a été cofinancé par l'Union européenne et mené du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016 en consortium, regroupant aux côtés de Caritas International et de son partenaire ECC-SDCO (Église catholique d'Éthiopie - bureau de coordination sociale et de développement), iDE, VITA et AMREF. Caritas International et ECC-SDCO étaient responsables des composantes bétail et emploi du programme, alors qu'AMREF, iDE et VITA se sont respectivement chargés des soins de santé et de la production agricole. 7.200 ménages ont amélioré leurs conditions de vie.

Les femmes et les jeunes au chômage contre-attaquent

Caritas International a réussi avec son partenaire ECC-SDCO (Caritas Éthiopie) à réunir 1.800 femmes dans des groupes d'épargne et de crédit. Chacune de ces femmes a reçu 3 chèvres ou moutons en guise de capital de départ et un soutien lors du développement de son activité génératrice de revenus. Selon une estimation prudente, quelque 65% des femmes sont parvenues grâce à cette activité à acheter 1 vache laitière, ce qui a un impact direct sur l'alimentation de la famille, principalement des enfants. Les groupes d'épargne et de crédit ont réussi à épargner des sommes considérables, qui sont ensuite réutilisées pour l'octroi de prêts en vue d'activités génératrices de revenus des membres.

Avec l'intervention de Caritas et l'aménagement de 5 points d'abreuvement, le bétail se porte mieux. Chaque bassin a une capacité de 3.750 m³, ce qui suffit à couvrir les besoins journaliers en eau d'environ 1.000 têtes. Enfin, nous introduisons une race bovine plus productive et des plantes fourragères de meilleure qualité.

Aujourd'hui, 132 jeunes qui étaient au chômage, ont été organisés en groupes et ont investi dans un élevage de poules ou dans l'engraissement de bovins, d'ovins ou de caprins et bénéficient d'un revenu.

Et non moins important : les communautés concernées ont également bénéficié d'une formation portant sur la réduction des risques de catastrophes et le système d'alerte précoce.

Insécurité alimentaire et pauvreté: causes diverses

Bon nombre de ménages dans l'État régional des nations, nationalités et peuples du Sud (sud-ouest de l'Éthiopie) souffrent d'insécurité alimentaire et de pauvreté, souvent graves et chroniques. Dans les trois districts de la zone de Wolaita (Damot Pulasa, Dugna Fango et Boloso Sorie) où nous sommes actifs, quelque 425.000 habitants sont concernés.

Les causes? Moins de terres agricoles par ménage (en moyenne 0,2 ha, 10% des ménages sont sans-terre), chute de la fertilité des sols suite à un usage intensif des sols, précipitations irrégulières et périodes de sécheresse, maladies des cultures et des animaux, peu d'opportunités pour le développement d'activités génératrices de revenus et/ou pénurie d'emplois en dehors de l'agriculture.



© Caritas



© Caritas

« Je vivais un cauchemar, mais celui-ci est définitivement terminé »

Tadelech a 40 ans. Elle habite à Damot Pulasa (Golo Shanto Kebele). Elle a 4 enfants. Son mari est décédé il y a 6 ans. De son vivant, ils arrivaient à peine à nouer les deux bouts. Après son décès, la vie n'était plus que misère. Elle ne parvenait pas à travailler son lopin de terre par faute de moyens financiers et il n'y avait pas de travail pour les femmes ouvrières à la journée. L'argent qu'elle gagnait avec sa production d'alcool local – après avoir contracté un petit emprunt – suffisait à peine à nourrir ses enfants un jour par semaine.

« En 2014, le comité de développement du qebelé m'a sélectionnée pour participer au programme de Caritas, car j'étais une des plus pauvres de notre qebelé. Nous avons d'abord reçu des explications quant à l'importance de travailler ensemble. Et nous avons appris à élever des ruminants. J'ai reçu 3 brebis et je m'en suis très bien occupée. Après 3 mois, un petit bélier est né et après 4 mois, les autres brebis avaient chacune aussi 2 petits agneaux. J'ai vendu le bélier après 6 mois pour 1.100 birrs – ce qui m'a permis de rembourser mon emprunt et de produire davantage d'alcool. Avec les revenus des 4 autres petits moutons, j'ai acheté une vache portante. »

Le groupe qui a été créé pour donner une chance aux femmes de gagner un peu d'argent est entre-temps devenu une coopérative d'épargne et de crédit. Grâce aux prêts à court terme, Tadelech a pu étendre son commerce et agrandir sa petite ferme.

« Je vivais un vrai cauchemar, mais celui-ci est définitivement terminé. Aujourd'hui, je possède 1 vache laitière et 2 brebis portantes. J'ai pu engager un journalier pour ma petite ferme et ma récolte était bonne. J'ai acheté du matériel pour remplacer mon toit de paille par une tôle en métal. J'ai aujourd'hui un revenu de 300 birrs par semaine, alors qu'auparavant je ne gagnais que 100 birrs. Je peux donner 3 repas par jour à mes enfants et les envoyer à l'école. Grâce au projet, je suis aujourd'hui une femme respectée avec un revenu moyen. »

3 Liban : traitement des traumatismes et enseignement

Une attention particulière est prêtée aux enfants. Nous aidons les enfants de réfugiés à surmonter leurs expériences traumatisantes et veillons à ce qu'ils puissent à nouveau fréquenter l'école. Nous aidons aussi les enfants libanais défavorisés à retourner sur les bancs de l'école : une condition indispensable pour un avenir qui tient ses promesses.

Besoins de base

Au moins 1 habitant sur 4 au Liban est un réfugié syrien. La plupart d'entre eux vivent dans des camps de fortune, louent une petite chambre chez des Libanais à des prix exorbitants ou cherchent un abri dans des bâtiments vides. Ils ont tout abandonné, leurs économies fondent comme neige au soleil et trouver un travail est quasi impossible. Les besoins sont criants. Souvent, il n'y a que pommes de terre et riz au menu.

Caritas International soutient les activités de son partenaire Caritas Liban :

Par le biais de différents centres répartis dans tout le pays :

- (coupons pour) l'alimentation,
- (coupons pour) les besoins de base (kits d'hygiène, couvertures, vêtements...),
- aide financière pour le loyer,
- soins médicaux et psychologiques, entre autres par le biais de cliniques mobiles,
- assistance juridique.

Retourner à l'école

Les enfants et les adolescents en exil sont particulièrement vulnérables. Ils vivent dans de minuscules appartements ou des taudis insalubres, ont à peine accès aux soins médicaux. L'ennui conduit à la violence, l'alcool, la drogue et la criminalité. La pauvreté les oblige à travailler au noir avec tous les risques qui s'ensuivent (maltraitance, prostitution, traite des êtres humains)...

À vrai dire, les enfants devraient être à l'école, mais malheureusement, ceci n'est pas évident pour tout le monde, car les classes de l'enseignement officiel sont surpeuplées. En outre, les parents sont souvent obligés de faire travailler les enfants parce que leurs revenus sont insuffisants. Lorsque les enfants de réfugiés obtiennent une place à l'école, le risque est grand qu'après peu de temps, ils tournent le dos à l'école. Et pour différentes raisons : beaucoup d'enfants souffrent de traumatismes et de stress, ils ont vécu des choses horribles. Ils ont beaucoup de difficultés à se concentrer sur la matière et s'adaptent difficilement à leur nouvel environnement. En Syrie, les enfants ont des cours de maths et de sciences en langue arabe. Au Liban, l'enseignement est donné en français ou en anglais, de sorte que les enfants syriens arabophones éprouvent des difficultés à suivre, d'autant plus lorsqu'ils n'ont pas fréquenté les bancs d'école depuis des mois.

Le décrochage scolaire, surtout parmi les enfants de réfugiés, et le redoublement à répétition, constituent un grave problème.

Campagne de septembre

En septembre, au moment où nos enfants retournent aussi à l'école, nous lançons une campagne 'rentrée des classes' pour les enfants réfugiés syriens. Avec un spot radio, beaucoup d'informations sur notre site web, sur Facebook et Twitter, une lettre à nos sympathisants et un magazine de campagne, nous lançons un appel à la solidarité. Celle-ci ne s'exprime pas que par des dons d'argent, mais aussi en adressant des mots d'espoir et d'encouragement aux réfugiés. Rita Rhayem, la directrice de Caritas Liban, vient spécialement en Belgique pour soutenir notre action. Elle entre en dialogue avec le personnel, avec certains de nos donateurs, avec des journalistes et des hommes politiques et dresse la carte de la situation explosive dans son pays.

Caritas Liban gère depuis plus de 10 ans un programme à Bourj Hammoud, une banlieue pauvre de Beyrouth, qui a réussi à faire baisser l'absentéisme scolaire avec succès. Ce programme a été un exemple à suivre pour d'autres quartiers. Grâce à la générosité de bon nombre de donateurs, Caritas peut étendre ses activités entre autres à Furn El Chebbak, une banlieue sud de Beyrouth.

Demain, c'est la rentrée des classes ! Pour les enfants réfugiés au Liban aussi. Partagez vos mots d'espoir sur [caritasinternational.be](https://twitter.com/caritasinternational) #refugees2school

Campagne de septembre sur Twitter.

« Les besoins sont énormes, avec notre vaste expertise et notre expérience, nous faisons ce que nous pouvons pour aider autant de personnes que possible. »

Rita Rhayem, directrice de Caritas Liban.

Éduquer à la citoyenneté mondiale

Donner aux jeunes un aperçu de l'environnement des jeunes réfugiés syriens et les inviter à apporter des messages d'espoir de manière créative : telle est l'intention de notre action « Noël en exil. ». Un dossier pédagogique complet est mis à la disposition des professeurs et animateurs. 28 écoles, soit 1.038 élèves, ont écrit une carte ou une lettre à des enfants de leur âge au Liban. 15 sections de différents mouvements de jeunesse, soit 581 jeunes, ont également répondu présents. Caritas Liban distribue ce courrier et organise à son tour des activités pédagogiques sur base des messages envoyés depuis la Belgique.



© Isabel Corthier

4 RD Congo : système d'alerte précoce

Plus les situations d'urgence sont signalées rapidement, plus la population peut réagir vite, de manière à en limiter les conséquences.

Il y aura toujours des situations d'urgence où l'aide d'urgence permet de sauver des vies : la violence faite aux femmes et aux enfants, les conflits armés, les pénuries alimentaires, les épidémies et les catastrophes naturelles. Caritas International Belgique a acquis une grande expérience sur le plan de l'aide humanitaire dans l'ancienne province de l'Équateur en République démocratique du Congo, et ce dans différents domaines. En 2016, nous travaillons avec l'Unicef, à un système plus efficace permettant de signaler les urgences et d'augmenter la qualité des interventions.

Tous les mois, les différentes régions établissent un aperçu. Cet aperçu mentionne également l'action entreprise par Caritas ou d'autres, ainsi que l'évolution de la situation. Ainsi, nous pouvons dresser la carte de certaines tendances et nous pouvons travailler avec toutes les personnes concernées à l'amélioration de l'aide et à la prévention. Les données enregistrées permettent à tous les intéressés de voir ce qui fonctionne et qui fait du bon travail dans un contexte spécifique. Nous pouvons ainsi également convaincre les autorités locales et les ONG de s'attaquer ensemble à certains problèmes et de gérer le financement, de sorte que les fonds puissent être utilisés de manière efficace.

Réseau local

Caritas peut compter sur la forte présence décentralisée de l'Église catholique dans toute la région : ce qui représente entre autres 6.500 communautés de base, 143 responsables paroissiaux avec leur assistant et 7 responsables diocésains. Autant de personnes qui peuvent surveiller personnellement la situation et signaler tout développement inquiétant.

Collaboration et formation

La formation technique des intéressés et un système d'enregistrement efficace sont ici d'une importance cruciale. Pour chaque problème, il est demandé de remplir une fiche avec les renseignements suivants : le type de problème (phénomène naturel, attaque armée, épidémie, déplacement de population, violence sexuelle, vols ou destructions...), le nombre de victimes, le lieu précis, les conséquences, l'accessibilité de la zone où le problème s'est produit. Ces renseignements sont communiqués le plus rapidement possible aux autorités (locales), à l'Unicef, aux ONG ou autres organisations humanitaires, selon la nature du problème.

Extrait du registre des situations d'urgence Lisala décembre 2016

Le dimanche 15/12/2016 à 17 heures, la ville de Lisala a été touchée par des vents violents. L'épisode n'a duré qu'une dizaine de minutes, mais des maisons, ainsi que des écoles primaires et secondaires, ont été détruites. Une personne a été tuée par la foudre. Le toit de certaines écoles a été entièrement détruit. 2.172 élèves en sont les victimes. Certains ont changé d'école, une partie d'entre eux ne va plus que de temps en temps à l'école et d'autres restent tout simplement à la maison. Le gouvernement provincial a fourni des tôles pour réparer les toits. Les gens qui ne peuvent plus habiter chez eux, ont été hébergés dans des familles d'accueil.

Identification des victimes et évaluation des dommages : Caritas Lisala.

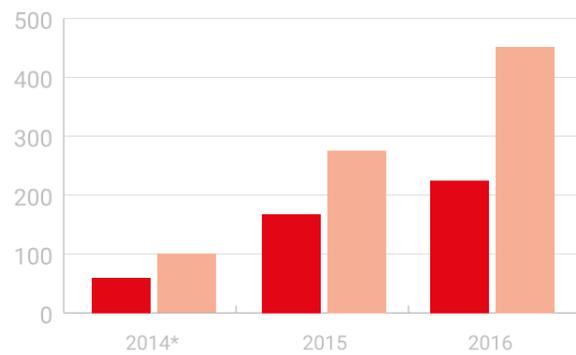
Distribution de tôles pour les toits endommagés : gouvernement provincial.

5 Belgique : réinstallation

La réinstallation consiste à transférer des réfugiés d'un pays, où ils ont cherché une protection, vers un pays tiers où ils recevront un droit de séjour durable. Ce dispositif propose une solution aux personnes qui ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine et qui ne peuvent pas non plus bénéficier d'une protection ou de perspectives d'intégration dans le premier pays d'accueil.

Depuis 2009, la Belgique met régulièrement en œuvre des opérations de réinstallation, en collaboration avec l'UNHCR, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, et l'Union européenne. Elle organise donc, en complément à sa politique d'asile, le transfert d'un certain nombre de réfugiés afin de leur offrir sa protection, leur donner le droit de séjour sur son territoire et les intégrer.

En 2016, le gouvernement belge s'est engagé à réinstaller 550 personnes, soit 450 Syriens et 100 Congolais. La même année, 452 personnes au total sont effectivement arrivées en Belgique, 448 Syriens et 4 Congolais. Caritas International a accompagné 224 de ces personnes dans leurs premières démarches d'intégration en Belgique. Au total, 390 personnes faisant partie du programme de réinstallation sont accompagnées par nos services.



*Les arrivées n'ont officiellement commencé qu'en 2015, mais plusieurs personnes aidées par Caritas étaient déjà arrivées en 2013.

■ Aidées par Caritas
■ Arrivées en Belgique

« Nous organisons pour ces personnes un accompagnement de qualité pendant un maximum de 24 mois. Grâce à nos médiateurs culturels, nous créons des ponts, travaillons l'ancrage local et l'insertion dans la communauté où ils sont accueillis et organisons des sessions collectives d'informations et d'échanges. Evidemment, nombre d'entre eux ont enduré des traumatismes ou se voient refuser une réunification familiale et souffrent de ne pas voir leur famille. »

Elisabeth Verniers, coordinatrice du projet.

En 2016, le gouvernement a changé le système d'accueil pour ces personnes : « Avant, elles étaient accueillies pendant 1 an dans un logement mis à disposition par un CPAS et recevaient une aide financière. », explique Elisabeth Verniers. « Aujourd'hui, l'accueil ne se fait plus que pour 6 mois au maximum, et dans une initiative locale d'accueil (ILA) au sein d'un dispositif d'aide matérielle. Travailler à l'autonomie des personnes est donc devenu plus compliqué. Nous rencontrons également d'autres problèmes comme le manque de soutien psychologique, les temps d'attente avant le démarrage des cours de langue... »



© Caritas

6 Belgique : transition vers l'autonomie pour personnes vulnérables

Le projet « Transit vulnérables » a démarré en mars 2016. Il cible des personnes sortant du réseau d'accueil pour demandeurs d'asile et ayant obtenu une décision positive quant à leur séjour en Belgique mais pour qui la transition vers l'autonomie risque de poser problème en raison d'une vulnérabilité particulière : handicap, problème médical, fragilité psychologique, femme enceinte ou avec nouveau-né, personnes âgées, familles nombreuses, parents isolés, analphabètes,...

L'objectif est de maximiser les chances d'une transition réussie vers l'autonomie en proposant un accueil dans des logements individuels (à Bruxelles, Liège et Anvers). Et ce, pour une période de 3 à 6 mois avec un accompagnement social adapté par un coach « intégration » et un soutien spécifique à la recherche d'un logement définitif sur le marché privé.

Le projet compte 160 places réparties dans 40 logements.

En 2016, 31 familles, soit 89 personnes, ont été hébergées.

« Pour 23 des 31 familles, les vulnérabilités sont multiples », commente Ariane Dewandre, responsable du projet. « Cette combinaison de problèmes les rend d'autant plus vulnérables. »

Les premiers résultats du projet sont encourageants. Ariane Dewandre : « En 2016, nous avons pu accompagner 100% de ces familles vers un logement définitif. » Mais des difficultés pointent : « En moyenne, la durée du séjour dans nos logements de transit est de 3 à 4 mois, ce qui est très court. Notre objectif est, en effet, de réaliser un travail de fond pour préparer à l'autonomie – renforcement des capacités en gestion financière, gestion du logement, gestion administrative, construction d'un réseau autour de la personne... - et tout cela demande du temps. Nous constatons que la gestion des besoins immédiats comme l'inscription à l'école, un soutien psychologique ou médical selon les besoins de chacun et la recherche logement nous laissent peu de temps pour la véritable préparation à l'autonomie. »

Zahra, originaire d'Irak

Elle a fui avec ses 4 enfants et est aujourd'hui accompagnée par Caritas dans le cadre du projet Transition vers l'Autonomie : « En cours de route, j'avais peur de perdre mes enfants. Arrivés à la côte turque, nous avons encore dû marcher plus d'une heure pour rejoindre la mer. D'autres Irakiens m'ont aidé avec les enfants. Une fois arrivés près de l'embarcation – un petit bateau gonflable – les passeurs m'ont dit qu'il n'y avait plus de place pour mon fils. J'ai crié, hurlé pour ne pas qu'ils nous séparent. J'étais hors de moi. Mon fils portait un sac à dos. Ils l'ont attrapé et jeté au loin. Sans le sac, il a pu monter. Nous sommes finalement restés ensemble. Je me souviens que sur la plage, il y avait énormément de sacs et de vêtements abandonnés. »



© Isabel Corthier

7 Belgique : transition vers l'autonomie : projet spécifique pour mineurs vulnérables

Caritas a également mis sur pied 2 projets d'accompagnement vers l'autonomie de Mineurs Etrangers Non-Accompagnés (MENA) ayant obtenu un statut, l'un à Bruxelles (depuis juillet 2015), le second à Liège (depuis juin 2016).

Les objectifs du projet Youth in Transit sont :

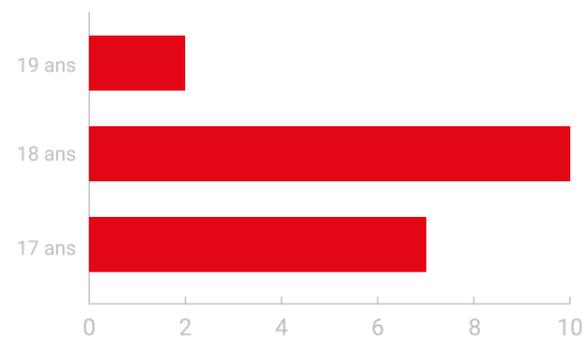
- le développement et l'autonomie du jeune et le renforcement de sa capacité à mener une vie indépendante ;
- faciliter la transition de l'aide matérielle (dans les structures d'accueil pour demandeurs d'asile) vers l'aide financière du CPAS et l'ouverture des droits sociaux ;
- Outiller les jeunes afin qu'ils puissent s'intégrer en Belgique.

Pour réaliser ces objectifs, nous installons ces jeunes dans des appartements pouvant accueillir 2, voire 3 jeunes, ou en studio individuel. Ces jeunes sont encadrés par divers éducateurs et assistants sociaux.

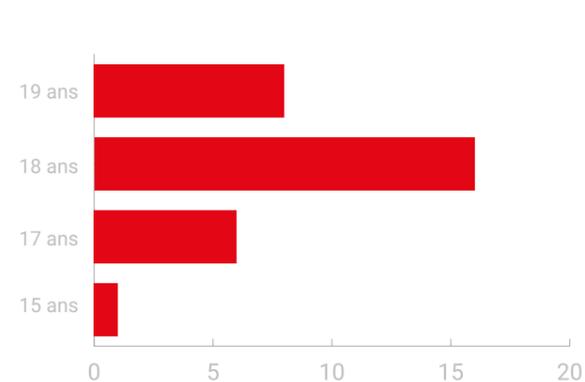
« Notre public-cible : des jeunes, entre 16 et 18 ans, qui ont obtenu un statut ou ont une haute probabilité de reconnaissance et l'obtiendront donc sûrement. Le but est de soutenir leur transition vers une vie en autonomie. Les jeunes de notre projet vivent en colocation dans des appartements. Au total, nous disposons de 40 places réparties dans 3 quartiers de Liège. Pour l'instant, 31 jeunes vivent dans nos structures. Ils viennent d'Afghanistan, d'Erythrée, de Somalie ou de Syrie. Ce sont des jeunes souvent en souffrance, qui ont vécu des choses qu'on ne s'imagine pas. Apprendre à se reconstruire avec tout ça, c'est loin d'être simple », commente Catherine Henrotte, responsable du projet à Liège.

En 2016, nous avons ainsi accueilli 50 jeunes : 31 à Liège, tous des hommes, et 19 à Bruxelles, dont 2 jeunes femmes.

Ages des jeunes à Bruxelles



Ages des jeunes à Liège



8 Intégration : focus sur le logement

En 2016, la cellule intégration de Caritas International a continué son travail en matière d'accès au logement, de coaching des réfugiés dans leurs premières démarches d'intégration, de sensibilisation des propriétaires et de soutien à l'intégration de public-cibles vulnérables.

Le cœur du travail de la cellule intégration est le projet d'« Housing-café », organisés à Liège, Bruxelles et Anvers, à raison de 2 sessions hebdomadaires dans chaque ville. L'accès au logement est extrêmement difficile pour un réfugié qui vient d'obtenir sa reconnaissance et qui ne dispose que de 2 mois pour quitter la structure d'accueil. Le Housing-café permet aux réfugiés de faire face ensemble à cette problématique de recherche de logement avec le soutien de professionnels et de volontaires de Caritas.

Quelques chiffres clés :

Au total, les 3 Housing-café combinés ont soutenu 824 personnes dans leur recherche de logement. Dans près de 15% des cas, un logement a pu être trouvé par Caritas ou l'un des propriétaires solidaires de son réseau. Dans près de 38% des cas, les personnes soutenues par le Housing-café ont trouvé un logement de façon autonome. « Ils sont remotivés par leur visite au Housing-café ou y ont appris comment chercher et comment s'adresser à un propriétaire. Ça leur permet de continuer leur recherche de façon autonome. », commente Sofie De Mot, responsable du projet. Au total, 52% des visiteurs trouvent un logement.

Nabil et Fadia

Syriens et parents de deux enfants, ont obtenu le statut de réfugié en Belgique fin 2015. « Nous avons 2 mois pour quitter le centre d'accueil pour demandeurs d'asile et trouver un logement. » Trouver un logement sur le marché locatif. Sans connaître le français. Sans argent. Bref, mission impossible. « Caritas International nous a aidés. », témoigne Nabil. « Grâce au coach intégration de Caritas, nous avons rencontré Catherine et son époux, nos propriétaires, et nous avons pu nous installer ici. »



© Karen Nachtergaele

		Personnes ayant participées au Housing-café	Logements trouvés via le Housing-café			En attente	Total des dossiers
			Par Caritas	Via un propriétaire solidaire	De façon autonome		
Liège	2015	37	1	9	6	7	39
	2016	324	24	12	71	52	266
Anvers	2016	137	18	5	43	20	152
Bruxelles	2016	326	6	15	114	38	173
		824	49	41	234	117	630

9 Retour volontaire

Durant leur séjour en Belgique, des circonstances particulières conduisent certains migrants ou (ex-) demandeurs d'asile à envisager un retour dans leur pays d'origine. Pour leur assurer un retour digne, il est nécessaire de bien préparer le départ.

Le retour volontaire prend une place de plus en plus importante au sein des politiques migratoires belges. L'accompagnement dans la préparation au retour est essentiel. C'est pourquoi il est, pour nous, crucial de prendre le temps de préparer les candidats au retour, de les soutenir afin qu'ils puissent, entre autres, faire le deuil de leur projet de migration en Belgique.

En 2016, le service social de première ligne a accompagné 773 personnes, pour un total de 590 dossiers de retour volontaire. 451 dossiers ont effectivement abouti à un départ. La plupart des personnes retournées sont originaires d'Ukraine, du Brésil, de Géorgie, de Russie et d'Algérie.

Réintégration après retour

Pour Caritas International, l'accompagnement ne s'arrête pas à la frontière. Nous mettons toujours l'accent sur la réintégration après le retour.



© Caritas

En 2016, l'accompagnement à la réintégration a augmenté: en effet, 551 personnes (370 dossiers) sont rentrées avec un soutien à la réintégration. Sur 370, 128 dossiers ont été transférés par le service social vers la cellule réintégration.

2011	2012	2013	2014	2015	2016
426	635	762	430	366	551

« Cette tendance s'est marquée depuis octobre 2015. », commente Hermien Wittouck, coordinatrice de la cellule réintégration après retour. « Plus de personnes sont retournées en Irak et plus de personnes ont mis fin à leur séjour en Belgique en cours de procédure. »

Conférence des partenaires en Géorgie

En 2016, la cellule « réintégration après retour. » a organisé une conférence en Géorgie pour tous les acteurs impliqués dans le retour dans la région du Caucase, spécialement nos partenaires locaux qui assurent l'accompagnement après le retour. Ine Lietaert, chercheuse à l'université de Gand, y a présenté les résultats de son étude sur les retours en Géorgie et en Arménie « *A multi-sited, longitudinal study on the return processes of Armenian and Georgian migrants.* ».

Hermien Wittouck: « Les participants y ont également suivi une formation sur l'accompagnement social et les défis dans l'accompagnement après le retour. La formation était également donnée en russe, ce qui était vraiment unique ! Ainsi, ils sont mieux armés pour travailler avec les personnes qui rentrent et savent mieux comment gérer toutes les difficultés et défis que rencontrent ces personnes. »

Echange à Augsburg

La cellule « réintégration après retour. » a également mis sur pied un second échange organisé à Augsburg, en Allemagne, avec les partenaires européens et les partenaires des pays d'origine. Le but ? Former ces partenaires à la préparation et à l'accompagnement au départ des personnes de plus en plus vulnérables.

03

Protection & Résilience, main dans la main

Éducation



Les primo-arrivants dans notre société : un parcours de découvertes avec les jeunes

De plus en plus d'enfants avec un passé d'exil sont peu à peu dirigés vers les classes régulières. Mais nos élèves y sont-ils préparés ? Peuvent-ils se glisser dans la peau de ces enfants ? Sont-ils ouverts aux 'autres' ? Ont-ils un regard critique sur les informations dans les médias à propos de notre société multiculturelle ? Caritas International prépare les élèves par le biais de son offre pédagogique variée. Nous informons et engageons des jeunes autour du thème 'demandeurs d'asile, réfugiés et migrants' par le biais d'ateliers, de matériel pédagogique et d'actions. Nous soutenons les équipes pédagogiques en proposant des séances de coaching et de recyclage. Les enseignants qui travaillent autour de ce thème peuvent toujours adresser leurs questions ou demandes de soutien à Caritas International.

En 2016, Caritas International étend davantage son offre pédagogique avec du nouveau matériel en ligne. Nous encourageons ainsi une meilleure compréhension et une plus grande ouverture à l'encontre des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants, en classe et en dehors.

En collaboration avec la KU Leuven, Caritas International a élaboré un dossier pédagogique 'Sous le loupe' ('In de kijker') pour le portail Thomas de la Faculté de Théologie de la KUL : 'Réfugiés en Belgique : les histoires derrière les messages médiatiques'. Les enseignants y trouvent, non seulement, des informations contextuelles, mais aussi bon nombre de suggestions et du matériel audiovisuel à présenter en classe. Ce dossier est destiné au cours de religion catholique, mais convient tout aussi bien à une approche plus large au sein de l'école.



© Caritas

Nos projets pédagogiques

Autour des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés :

- Ateliers en classe : 'Between 2 worlds' et autres ateliers – En 2016, 86 ateliers ont été donnés dans des écoles en Belgique. Ce ne sont pas moins de 2.233 élèves qui ont assisté à ces ateliers
- Actions : 'Noël en exil' – montrez votre solidarité avec les enfants réfugiés syriens au Liban en écrivant une lettre. 28 écoles, soit 1.038 élèves, ont écrit une carte ou une lettre à des enfants de leur âge au Liban. 15 sections de différents mouvements de jeunesse, soit 581 jeunes, ont également répondu présents
- Matériel didactique : 'Noël en exil' ; 'Réfugiés en Belgique : les histoires derrière les messages médiatiques'
- Parcours : soutien intensif dans les écoles secondaires : nombre de personnes touchées par les projets d'école : 12
- Outil pédagogique 'In de Kijker' : 10 maquettes pédagogiques sont disponibles via les centres de documentation de Kleur Bekennen
- Recyclage : formation continue individuelle et journées pédagogiques sur mesure

Autour de la coopération internationale :

- Matériel didactique : 'Umurima', web-documentaire sur les coopératives agricoles et la sécurité alimentaire
- Voyage de sensibilisation 'Move with Africa', en collaboration avec La Libre Belgique et les élèves de l'Institut Saint-Roch de Theux au Rwanda

04

Protection & Résilience, main dans la main

Plaidoyer





Pourquoi un plaidoyer ?

Le plaidoyer – ou la ‘défense des intérêts’ –, c’est peser le pour et le contre, écouter et parler. Il s’agit de garder un œil sur ce qui se passe au niveau politique et l’autre sur ce que nous constatons sur le terrain. Les effets des décisions politiques prennent souvent du temps à se faire ressentir. Toute déclaration politique et proposition de loi est précédée de plusieurs mois, voire des années, de travail. Idéalement, cela se fait en concertation avec la société civile, de sorte que nous puissions participer à la réflexion quant à la manière de travailler ensemble à un monde meilleur. Mais parfois, les décisions tombent aussi du ciel. Et elles ont des conséquences directes sur ce que nous faisons ou voulons faire. Ces conséquences sont parfois positives, mais parfois aussi négatives.

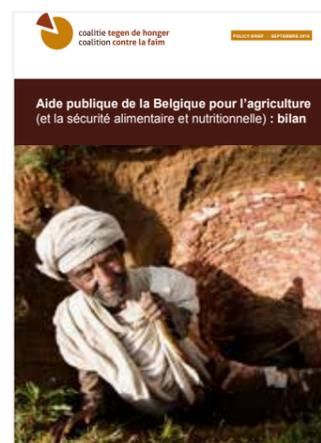
Par le biais de son travail de plaidoyer, Caritas Internationalis tente, par exemple, de défendre les droits des demandeurs d’asile et de garantir que ceux-ci sont respectés. Mais nous réfléchissons également, avec d’autres ONG, à la manière dont nous, organisation de la société civile, pouvons nous positionner par rapport aux documents politiques thématiques portant sur des sujets qui constituent souvent l’axe de notre coopération internationale, tels que l’aide d’urgence et comment, par exemple, cette aide d’urgence doit respecter la dignité humaine.

Publications

Dans le rapport "Car chaque vie compte: vers une politique humanitaire belge renforcée", nous avons analysé avec d’autres ONG humanitaires belges comment le gouvernement belge a accompli ses tâches humanitaires au cours des 5 dernières années. Nous avons également travaillé d’arrache-pied au cadre de l’aide humanitaire, en entérinant, entre autres, les principes humanitaires dans la loi. Mais de grandes questions subsistent, telles que l’application de la Réduction des risques de catastrophes ou la prévisibilité et la flexibilité des moyens disponibles. Alors que les ministres successifs mettent souvent des actions constructives sur pied, la continuité et la prévisibilité ont fait défaut.

Nous avons également réfléchi à d’autres thèmes, tels que la sécurité alimentaire. Ainsi, nous avons publié, en collaboration avec d’autres organisations, un bilan de la contribution financière à l’agriculture familiale de la politique belge en matière de développement.

En octobre, à l’occasion de la Journée mondiale de l’alimentation, avec nos partenaires de la Coalition contre la faim, nous avons organisé une table ronde au parlement fédéral en présence des parlementaires. Le débat portait sur le thème de la nouvelle note stratégique Agriculture et Sécurité alimentaire. Avec la Coalition, nous avons formulé des recommandations quant au rôle du secteur privé et au rôle des organisations paysannes.



Objectifs de Développement Durable

En 2015, les nouveaux Objectifs de Développement Durable ont été formulés et adoptés par les membres des Nations Unies, dont la Belgique. Ces objectifs forment une sorte d’idéal qui, s’il est réalisé, garantira un monde plus juste. Mais avant d’y parvenir, il nous reste pas mal de pain sur la planche. Les objectifs nous offrent aujourd’hui un cadre plus vaste vers lequel et dans lequel nous pouvons nous engager en tant qu’organisation, mais il nous permet aussi avec nos partenaires, d’interpeller nos décideurs politiques. Notamment pour leur rappeler qu’ils doivent œuvrer à une politique cohérente – une politique qui se garde de prendre des décisions à court terme pouvant avoir des conséquences indésirables à long terme ou à distance. Pensez à l’exploitation irréfléchie des ressources naturelles ou à la subvention de grands projets agricoles commerciaux. Ou pensez aux investissements inconsidérés dans des projets de développement dont le seul but est de freiner la migration, par exemple en Éthiopie ou au Niger – deux pays où nous avons des partenaires qui réfléchissent avec nous à ces défis spécifiques.

Urgence et développement : aperçu des programmes

Programmes de cofinancement (fonds propres et institutionnels)

Aide d’urgence et réhabilitation

Pays	Projet	Période	Budget	Bailleur de fonds	Dépenses 2016 en Euro
RD Congo - Burundi - Niger	Programme d’appui à la résilience des populations vulnérables aux risques de catastrophes (PRRC)	2016-2018	5.293.689,00	DGD	366.343,19
RD Congo	Programme de veille et de réponse humanitaire	2016	388.000,00 USD	UNICEF	393.930,69
RD Congo	Distribution de 2.000 biens de première nécessité- Nord et Sud Ubangui (2 projets)	2016	543.967,00 USD	Pooled Funds (FCH)	512.012,91
Soudan du Sud	Eviter les pénuries dans le Soudan du Sud en soutenant la production semi-commerciale de vivres dans le Green Belt	2015-2016	859.959,00	Swiss confederation	279.488,37
Syrie	Aide d’urgence pour des familles déplacées accueillies par la population locale	2015-2016	150.000,00	VAIS	50.100,50
Palestine - Gaza	Services médicaux et protection pour des groupes vulnérables - Gaza	2016-2017	1.060.077,00	DGD	400.163,75
Total					2.002.039,41



© Caritas Internationalis



Développement

Pays	Titre du projet	Période	Budget	Bailleur de fonds	Dépenses 2015 en Euro	Contribution de Caritas International
Burundi	Création de valeur ajoutée agricole grâce à la mise en commun des moyens publics et privés - province de Muyinga, phase 2	2016 - 2019	950.000,00	EU	178.249,44	25%
Burundi	Proramme multi-acteurs d'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya	2013-2018	1.764.706,00	Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire / CTB / WBI	271.198,00	15%
Burundi	Programme d'appui institutionnel et opérationnel au secteur agricole (Paiosa)		142.725,00	CTB	162.761,31	20.000
Burundi	Programme d'appui institutionnel et opérationnel au secteur agricole (Paiosa)	2016-2019	778.000,00	CTB	104.056,09	
Congo	Projet de synergie II, deuxième phase du projet d'appui aux organisations paysannes (Agricongo)	2015-2016	144.000,00	DGD	10.010,20	Frais de structure
Congo Burundi Rwanda Haïti	Programme d'appui au développement des communautés rurales	2015-2016	3.346.985,00	DGD/ Caritas Linz	1.560.918,36	20%
Ethiopie	Agriculture durable et sécurité alimentaire renforcées grâce à des mécanismes intégrés de soutien à la réhabilitation	2014-2016	3.300.000,00	UE /SHARE	185.558,41	10%
Ethiopie	Amélioration de l'accès à un approvisionnement suffisant en eau saine pour les petits agriculteurs enclins à la sécheresse à Dergajen Tabia	2015-2016	74.551,26	Fonds Elisabeth - Amélie	24.953,00	10.627
Ethiopie	Renforcement de l'accès à l'eau potable et aux pratiques d'hygiène et d'assainissement dans deux districts du Tigray oriental	2016-2017	52.611,00	Hydrobru	17.435,00	10.627
Niger	Projet participatif et décentralisé de sécuritié alimentaire dans le département de Dakoro	2014-2016	1.885.455,41	FBSA	516.783,64	15%
Palestine	Renforcement de l'économie locale dans les territoires de Jenin Est	2014-2016	251.559,87	DGD	65.075,00	20%
Palestine	Renovation de l'habitat	2015	52.160,00	Fondation Abbé Pierre	14.599,19	20%
Total					3.111.597,64	

Programmes fonds propres

Programmes d'aide d'urgence avec le réseau Caritas

Pays	Crise	Dépenses 2016 en Euro
Burundi	Crise humanitaire	10.000,00
Centrafrique (république)	Crise humanitaire	47.500,00
Éthiopie	Sécheresse	50.000,00
Haïti	Cyclone Matthew	231.100,00
Inde	Inondations (région de Bihar)	25.000,00
Irak	Crise humanitaire	250.000,00
Liban	Crise humanitaire (réfugiés syriens)	119.660,00
Madagascar	Sécheresse	10.000,00
Myanmar	Crise humanitaire	10.000,00
Népal	Réhabilitation suite au tremblement de terre	400.000,00
Népal	Inondations	25.000,00
Niger	Crise à Diffa	42.500,00
Philippines	Réhabilitation suite à l'ouragan Yolanda	844.407,00
Russie	Crise humanitaire (réfugiés ukrainiens)	15.000,00
Rwanda	Crise humanitaire (réfugiés burundais)	37.500,00
Serbie	Crise réfugiés Moyen Orient	20.000,00
Sierra Leone	Après-crise Ebola	40.000,00
Soudan du Sud	Crise humanitaire	25.000,00
Syrie	Crise humanitaire (personnes déplacées dans le littoral)	140.150,00
Tanzanie	Crise humanitaire (réfugiés burundais)	20.000,00
Tchad	Crise humanitaire	20.000,00
Total		2.382.817,00



© Caritas Internationalis



Projets socio-économiques

Pays	Nombre	Dépenses 2016 en Euro
Bosnie	1	10.000,00
Cambodge	1	15.984,00
Ethiopie	1	47.030,00
Haïti	1	53.800,00
Indonésie	1	10.000,00
Kosovo	1	11.130,00
Ouganda	3	39.895,00
Palestine	2	15.000,00
RD Congo	18	135.085,49
Thaïlande	1	15.000,00
Total	30	352.924,49

Renforcement des capacités

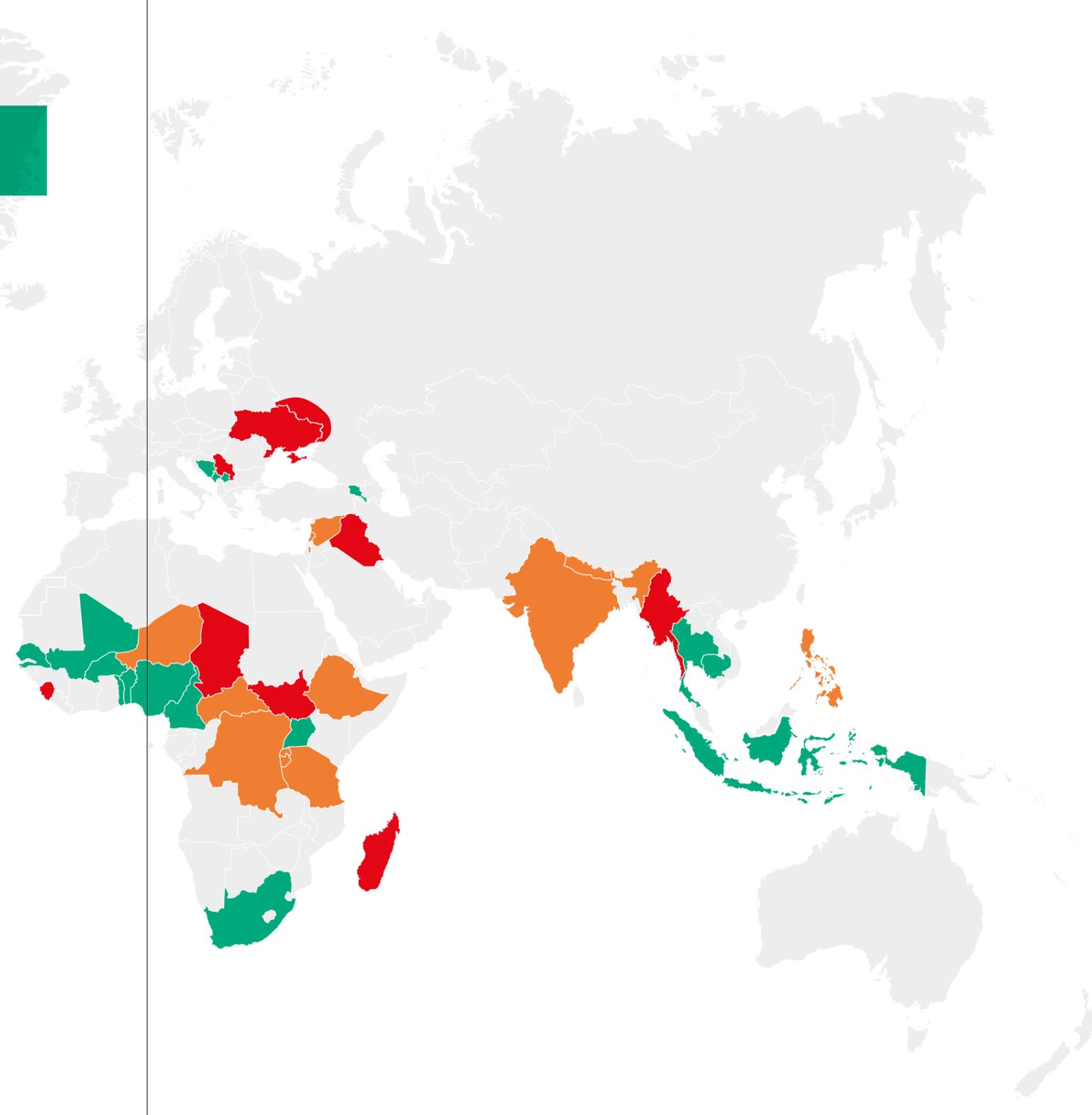
Pays	Organisation	Dépenses 2016 en Euro
Bosnia Herzegovina	Caritas Bosnia Herzegovina (CDF)	25.000,00
Burundi	Caritas Burundi + Caritas Ruyigi	15.000,00
Centre Afrique	Caritas Centrafrique	1.020,00
Éthiopie	Caritas Éthiopie	60.000,00
Liban	Caritas Mona	10.000,00
Monténégro	Caritas Monténégro (CDF)	5.000,00
Niger	Caritas Niger + Caritas Maradi + Groupe de travail Sahel	28.000,00
RD Congo	Caritas (12 diocèses)	59.966,00
Total		203.986,00

Projets en partenariat avec des associations belges

Pays	Nombre de projets	Dépenses 2016 en Euro
Afrique du Sud	3	30.124,54
Arménie	1	1.728,44
Bénin	2	7.868,44
Brésil	1	1.065,00
Burkina Faso	1	10.332,12
Burundi	1	5.000,00
Cambodge	1	1.852,50
Cameroun	1	20.595,30
Éthiopie	1	13.500,00
Haïti	3	65.753,33
Inde	3	16.797,45
Liban	2	30.398,55
Mali	3	55.452,39
Népal	1	1.057,62
Niger	1	22.728,44
Nigéria	1	1.600,00
Philippines	2	7.949,88
RD Congo	5	59.195,23
Rwanda	4	18.800,26
Sénégal	1	3.869,43
Syrie	1	9.042,00
Tanzanie	1	9.475,22
Togo	2	30.476,00
Total	42	424.662,14



Coopération internationale





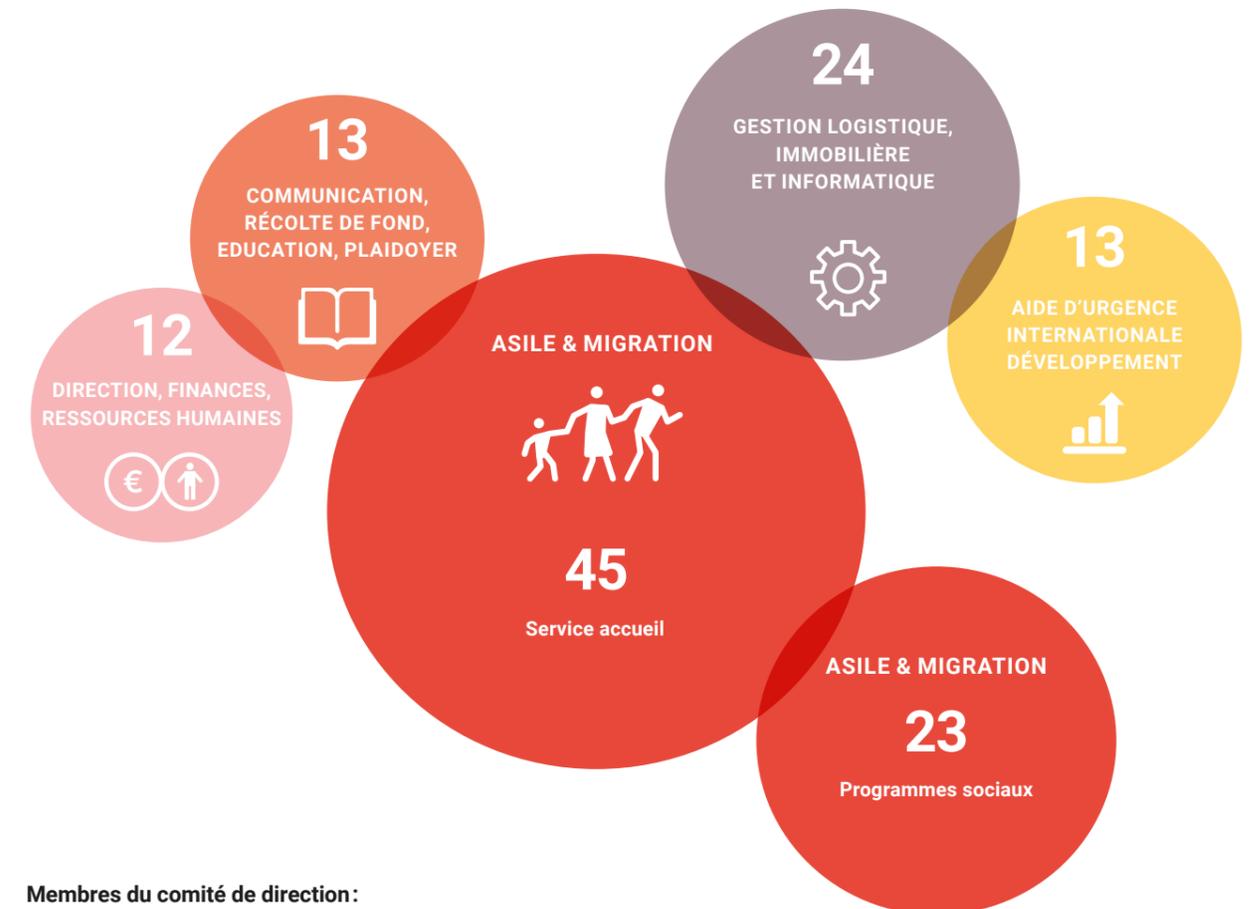
Asile et migration en Belgique: aperçu des programmes

Titre du projet	Objectifs	Période	Bailleur de fonds	Coûts directement liés au projet 2016
Youth in Transit à Liège - Mineurs vulnérables, une transition vers l'autonomie	Accompagnement vers la vie en autonomie, transition de l'aide matérielle vers l'aide sociale et financière de MENA	Depuis le 1er juillet 2016	Fedasil	268.590 €
Réfugiés vulnérables: Transition vers l'autonomie (adultes)	Faciliter la transition vers l'autonomie et le démarrage de la vie en Belgique pour des réfugiés vulnérables qui ont obtenu un titre de séjour	Depuis mars 2016	Fedasil	510.835 €
Intégration - à savoir: projets de Housing-cafés sur Liège, Bruxelles, Anvers et de coaching Intégration de réfugiés vulnérables.	Faciliter l'accès des réfugiés ayant obtenu un statut à un premier logement sur le marché privé. Les Housing-cafés sont organisés à Liège, Bruxelles et Anvers. Le projet coaching, lui, vise à faciliter l'intégration des réfugiés reconnus	Housing-cafés depuis novembre 2015	Fonds propres, Province du Brabant flamand, Région wallonne et le Fonds Roi Baudouin	433.246 €
Accueil individuel des demandeurs d'asile - via la Convention Ciré (y/compris Louvranges)	Accueil des demandeurs d'asile dans des logements individuels à Bruxelles et en Wallonie. Et accueil spécifique pour femmes et mères isolées	Expertise depuis 1999	Fedasil	3.970.584 €
Accueil individuel des demandeurs d'asile - via la Convention Vluchtelingenwerk Vlaanderen	Accueil des demandeurs d'asile dans des logements individuels à Bruxelles et en Flandre	Expertise depuis 1999	Fedasil	3.756.179 €
Centre d'accueil de Scherpenheuvel	Accueil des demandeurs d'asile dans un centre collectif (174 places d'accueil)	Depuis novembre 2015	Fedasil	2.794.272 €
Centre d'accueil de Spa	Accueil des demandeurs d'asile dans un centre collectif - capacité maximale: 70 places d'accueil	De novembre 2015 à juin 2016	Fedasil	863.627 €
Projet d'urgence individuelle à Ostende	Accueil de famille demandeuses d'asile en logement individuel à Oostende	De janvier à décembre 2016	Fedasil	489.411 €
APL Charleroi	Sous-location à des réfugiés reconnus dans la région de Charleroi	Depuis janvier 2014	Fonds propres	53.208 €
Réintégration après retour volontaire	Accompagnement des personnes désireuses de retourner volontairement dans leur pays d'origine et qui ont droit à un soutien à la réintégration.	Programme démarré en 2006	Fedasil, AMIF	1.622.423 €
Service social pour étudiants et stagiaires étrangers	Soutien les étudiants titulaires d'un visa limité et inscrits dans une université ou une haute école en partenariat avec CAP Brabantia		Fonds propres	42.285 €
Réinstallation	La réinstallation consiste à transférer des réfugiés vers un pays tiers où ils recevront un droit de séjour durable	2009 - 2017	Fedasil	219.088 €

Personnel et organisation

Quelques chiffres sur nos collaborateurs en Belgique - 31 12 2016

Répartition des **129** collaborateurs par responsabilité



Membres du comité de direction:

François Cornet
Anne Dussart
Patrick Debucquois
Gilles Cnockaert
Florence Lobert
Hubert Thienpont
Kristin Vanoveren
Bernadette Van Raemdonck



In	Out	Nombre 01/01/2016	Nombre 31/12/2016
60	32	101	129

Répartition des **129** collaborateurs par tranche d'âge

Âge	Homme	Femme	Total
20-29	9	23	32
30-39	12	31	43
40-49	11	8	19
50-59	12	19	31
60-61	1	3	4

Répartition des **129** collaborateurs par genre

45 Hommes	84 Femmes
------------------	------------------

Et aussi :

- 12 coopérants (4 femmes et 8 hommes) au Burundi (2), en RD Congo (2), en Thaïlande (2), en Ethiopie (2), aux Balkans, au Niger, au Soudan du Sud et en Haïti.
- Plus de 150 volontaires ont participé à un accueil chaleureux des demandeurs d'asile et à l'accompagnement de réfugiés dans leurs processus d'intégration.
- Les élections sociales ont entraîné pas mal de travail. Les six mandats ont été pourvus.
- En collaboration avec les délégués syndicaux, nous avons travaillé à la révision du règlement de travail. Le règlement sera finalisé en 2017.
- Les dirigeants ont bénéficié d'une formation en matière de prévention du burnout.
- Par le biais d'une campagne de prévention autour du travail à l'écran, destinée à tous les collaborateurs, nous tentons de prévenir les troubles physiques.
- Dans le cadre de la gestion de la qualité et en vue d'améliorer l'interaction entre les différents départements, nous avons lancé 5 groupes de travail interdépartementaux : Processus, Ressources humaines, Partenariats, Communication Interne et Stratégie.
- Le hall d'entrée et notre grande salle de réunion ont subi une jolie cure de jouvence dans le but d'offrir un accueil plus agréable et plus fluide, ainsi qu'un espace de réunion adapté aux besoins existants.
- Un système de badge électronique offre une meilleure protection du personnel et une prévention du vol.

Rapport financier 2016 *

L'année 2016 se termine par un résultat en équilibre après affectation aux fonds destinés.

Les recettes et les dépenses sont à un niveau particulièrement élevé cette année.

Recettes

Les recettes sont de 36.374.540 € cette année. Ces recettes sont en hausse par rapport aux exercices précédents à cause des facteurs suivants :

- La crise de l'accueil en 2015 a signifié une augmentation de la capacité d'accueil sur les conventions CIRE & Vluchtelingenwerk Vlaanderen, et une nouvelle convention en direct avec Fedasil. Pour la première moitié de 2016, notre capacité d'accueil de demandeurs d'asile était à un maximum.
- Le département Coopération International a obtenu deux nouveaux projets avec la DGD : le programme de réduction du risque des catastrophes au Niger, Burundi et Congo (PRRC) et le programme 'services médicaux et protection' dans la bande de Gaza en Palestine. Ces montants ont été reçus en fin d'exercice et constituent une part substantielle de la dotation aux fonds destinés.
- Dans l'exercice 2016, nous avons changé la manière d'évaluer les legs : plutôt que de comptabiliser les montants nets, comme dans les exercices antérieurs, nous comptabilisons maintenant les montants bruts et les charges de succession (droits de succession, frais d'acte, legs en duo...) à part. Ceci signifie une augmentation tant du point de vue des recettes que du point de vue des charges. En net, le montant est comparable avec celui de l'exercice 2015.
- Notons enfin la reprise d'une importante provision pour des gros entretiens passés fin 2015. Ces travaux ont été requalifiés en investissements et ne doivent donc plus faire l'objet d'une provision.

Dépenses

Les charges sont elles aussi particulièrement importantes à 32.648.590,40 €. Ces charges sont en hausse principalement pour les mêmes raisons que la hausse des recettes :

- Les nouvelles conventions pour l'accueil de demandeurs d'asile ont signifié une augmentation considérable des charges.
- Le changement de mode de comptabilisation des legs signifie que charges et recettes ont été augmentées de 2.001.983 €.
- Notons enfin une augmentation des activités liées au retour volontaire à l'intégration des réfugiés reconnus et à l'éducation et la sensibilisation à la thématique de la migration dans les écoles.

Résultat

La différence entre les recettes et les produits s'élève à 3.725.949,89 €. Cette somme doit presque entièrement être affectée aux fonds destinés. En effet, elle est constituée de montants perçus pour des projets et qui n'ont pas encore pu être dépensés.

Finalement, le résultat est proche de l'équilibre et s'établit à 1.000 €.

* Résultat comme présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale de juin.



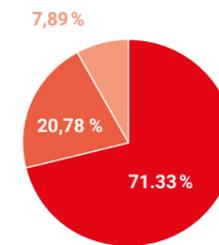
Compte de résultat 2016 en euro

Recettes			Dépenses		
		%			%
Dons	4.683.894,73	12,88	Accueil des demandeurs d'asile	13.129.291,17	40,21
Legs	2.873.015,01	7,90	Programmes migrants (1 ^{re} ligne, MENA, intégration)	1.146.459,20	3,51
Wallonie - Bruxelles International	108.120,56	0,30	Retour volontaire	1.622.422,98	4,97
Villes, communes, provinces	185.000,00	0,51	Coopération internationale	10.345.635,02	31,69
Multilateral institution	231.167,42	0,64	Communication et récolte de fonds	1.361.068,96	4,17
Fonds Belge pour la sécurité alimentaire	1.059.692,06	2,91	• Education	180.700,72	
Gouvernement belge - DGD	6.721.442,86	18,48	• Récolte de fonds	244.286,93	
Min. de la Justice - Min. Intérieur	449.430,25	1,24	• Advocacy	66.889,11	
Gouvernement Belge - Fedasil	7.165.483,75	19,70	• Communication externe	869.192,20	
Coordination et Initiatives pour Réfugiés et Etrangers	4.270.500,23	11,74	Frais de fonctionnement	5.043.713,07	15,45
Union Européenne	364.380,69	1,00	• Frais de fonctionnement généraux	3.041.730,14	
Vluchtelingenwerk Vlaanderen	5.140.661,38	14,13	• Droits de succession	2.001.982,93	
Fondations, autres Caritas, divers...	942.253,71	2,59	Total	32.648.590,40	100,00
Subsides à l'emploi (Actiris, Maribel...)	254.703,54	0,70			
Autres produits d'exploitation	938.491,55	2,58			
Produits financiers	242.050,64	0,67			
Produits exceptionnels	744.251,91	2,05			
Total	36.374.540,29	100,00			

Traitement du résultat

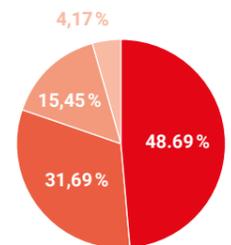
Différence recettes / dépenses	3.725.949,89
Augmentation (-) / Diminution (+) des fonds destinés	-3.724.949,91
Résultat de l'exercice	999,97

Recettes 2016



Financement institutionnels	25.950.582,74 €
Dons privés	7.556.909,74 €
Autres	2.867.047,81 €

Dépenses 2016



Asile et migration	15.898.173,35 €
Coopération internationale	10.345.635,02 €
Frais de fonctionnement	5.043.713,07 €
Communication, récolte de fonds, éducation, plaidoyer	1.361.068,96 €

Bilan 2016 en euro

Actif	2016	Passif	2016
Immobilisations incorporelles	7.475,58	Fonds propres	2.880.472,41
Immobilisation corporelles	4.798.331,93	Passif social	2.288.421,09
Immobilisations financières	3.750,00	Fonds affectés à des projets définis	13.246.536,00
Créances à 1 an au plus	2.397.055,41	Bénéfice reporté	721.190,49
Placements de trésorerie	5.749.127,83	Subsides en capital	11.271,60
Valeurs disponibles	9.306.061,68	Provisions	984.157,75
Comptes de régularisations	264.272,60	Dettes à 1 an au plus	2.340.817,79
Total	22.526.075,03	Comptes de régularisations	53.207,90
		Total	22.526.075,03

Membres du conseil d'administration

31 décembre 2016

Monsieur Michel Verhulst, président*
(jusqu'au 5 avril 2017)
Monsieur Dominic Verhoeven, vice-président*

Monsieur Frans Cardyn
Monsieur Frank De Coninck*
(président à partir du 5 avril 2017)
Père Philippe de Dorlodot*
(vice-président à partir du 5 avril 2017)
Monsieur l'Abbé Luk De Geest
Madame Martine Jonet-de Bassompierre
Monsieur Michel Kesteman
Madame Marie-Paule Moreau*
Madame Chantal Noël
Monsieur Marc Nuytemans
Monsieur Hubert Sanders
Monsieur Jean-Yves Standaert
Monsieur l'Abbé Giorgio Tesolin

Directeur : Monsieur François Cornet*
(* Membres du comité de gestion)

Président d'honneur : Monsieur Pierre Géhot

Vous pouvez nous aider.

Faites un don
Votre fête, leur avenir
Organisez une action
Devenez volontaire
Pensez Caritas dans votre testament
Offrez-leur un toit
Organisez un atelier sur l'asile et la migration

Merci de tout coeur!
www.caritasinternational.be

Editeur responsable
François Cornet, *directeur Caritas International*
rue de la Charité 43
1210 Bruxelles



Caritas International, asbl

Rue de la Charité 43
1210 Bruxelles

T + 32 2 229 36 11

F + 32 2 229 36 36

IBAN BE88 0000 0000 4141 / BIC BPOTBEB1

www.caritasinternational.be



Caritas International.be



Caritasintbe

